

 <p>Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels</p>	<p style="text-align: center;">Huitième Réunion du Comité consultatif <i>Punta del Este, Uruguay, 15 - 19 septembre 2014</i></p> <p style="text-align: center;">Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord 2011-2014</p> <p style="text-align: center;"><i>Secrétariat, Représentants du Comité consultatif</i></p>
---	--

RÉSUMÉ

Le présent rapport a été établi conformément à l'Article X (j) et aux Articles VII (1)(c) et IX (6)(d) de l'Accord. Les informations contenues dans la première partie du présent rapport ont été transmises au Secrétariat par les Parties, conformément à l'Article VII (1)(c) et à l'Article VIII (10). La deuxième partie contient les informations que les Parties fournissent annuellement au Comité consultatif (CC) pour l'aider dans la poursuite de ses travaux. Le Comité consultatif (CC) a essentiellement pour fonction d'informer la Réunion des Parties (RdP) de l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord. Le présent document contient les informations que le Secrétariat et les agents du CC jugent pertinentes pour informer les Parties de l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord.

RECOMMANDATION

Le Comité consultatif est appelé à passer en revue les informations contenues dans le présent document et à s'accorder sur les éléments qui seraient les plus utiles à la RdP5 pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord

OBJECTIF

Les principaux objectifs des rapports sur la mise en œuvre de l'Accord sont les suivants : (1) fournir des informations concernant l'évaluation des progrès en matière de réalisation des objectifs de l'Accord ; (2) collecter des informations sur les enseignements tirés, notamment les succès et les échecs, afin d'assurer la protection des albatros et des pétrels de la manière la plus efficace et efficiente possible ; (3) identifier de nouvelles actions de conservation et de recherche et (4) fournir de la documentation sur la conservation des albatros et des pétrels.

Le présent document est présenté pour examen par l'ACAP et il est possible qu'il contienne des données, des analyses et/ou des conclusions non publiées et susceptibles d'être modifiées. Les données contenues dans le présent document ne doivent pas être citées ou utilisées à des fins autres que les travaux du Secrétariat de l'ACAP, du Comité consultatif de l'ACAP ou de leurs groupes de travail auxiliaires, sans l'autorisation des propriétaires des données originales.

MÉTHODES

Le présent rapport a été établi conformément au processus révisé adopté lors de la RdP3, à l'aide du système de notification électronique développé en 2010-2011. Les informations fournies par les Parties, les États de l'aire de répartition et d'autres parties prenantes sont entièrement détaillées dans les documents d'information présentés au CC8 (voir AC8 Inf 03 à AC8 Inf 16). Un résumé de ces informations, préparé par le Secrétariat, est présenté ci-après et soumis à l'examen du Comité consultatif dans le cadre de la réalisation des objectifs susmentionnés.

Le rapport contient également les informations que les Parties et d'autres parties prenantes ont transmises au Comité consultatif pour lui permettre de satisfaire aux exigences de notification visées au point 5.1 du Plan d'action de l'Accord. Ces informations forment la seconde partie du rapport et elles jettent les bases du rapport que le Comité consultatif transmet à la RdP sur l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord, comme l'exige l'article IX (6)(d). La seconde partie du rapport a été préparée conjointement par les agents du Comité consultatif et le Secrétariat.

1. PARTIE 1 - RÉSUMÉ DES RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

Onze Parties ont transmis des rapports sur la mise en œuvre de l'Accord. En outre, un État de l'aire de répartition a fourni un rapport sur les actions qu'il a entreprises et qui vont dans le sens des travaux de l'Accord. Les rapports ont été établis selon le format recommandé à l'Annexe 8 du compte-rendu de la Troisième Réunion du Comité consultatif de l'ACAP (CC3). Ils contiennent des informations allant d'avril 2011 à mars 2014, mais également des informations antérieures, le cas échéant. Les participants n'ont pas tous répondu à chacune des questions. Un résumé des informations reçues est présenté ci-après.

1.1. Aperçu de la mise en œuvre de l'Accord et du Plan d'action

1.1.1. *Des mesures ont-elles été prises pour appliquer les décisions adoptées lors des précédentes RdP ?*

Les Parties qui ont répondu à cette question ont indiqué que toutes les décisions prises lors des RdP ont été appliquées. Exemples spécifiques de mesures adoptées :

Argentine - Oui. Les actions entreprises sont spécifiquement mentionnées dans les réponses aux questions suivantes.

Australie - Oui. Les décisions et les actions adoptées lors des précédentes RdP ont été entièrement mises en œuvre, notamment les actions nationales de ratification du traité pour ce qui concerne les amendements à l'Annexe 1 et l'application des dispositions de l'Accord de siège.

Brésil - Oui. Le gouvernement brésilien exige que l'utilisation de mesures d'atténuation soit un critère d'autorisation pour les bateaux de pêche loués dans les eaux brésiliennes. Un aperçu des priorités et des besoins en matière de recherche pour ce qui concerne la recherche sur les prises accidentelles et l'élaboration de mesures d'atténuation a été incorporé au PAN-Oiseaux de mer Brésil après sa révision en 2012. Le PAN prévoit

également la mise en œuvre de stratégies de conservation pour ce qui concerne des espèces ou des groupes d'espèces spécifiques d'albatros et de pétrels. La mise en œuvre du Plan d'action est contrôlée annuellement et son efficacité est évaluée tous les trois ans. Depuis plusieurs années, le Programme d'observation national du ministère brésilien des Pêches/MPA (PROBORDO) est étroitement lié à des projets de conservation d'oiseaux de mer. Ce partenariat, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie du renforcement des capacités, a pour objectif de promouvoir la formation des observateurs afin qu'ils collectent des données de qualité sur les interactions entre les oiseaux de mer et les flottes de pêche à la palangre. Des discussions visant à améliorer la collecte de données sur les oiseaux marins à partir des programmes d'observation sont toujours en cours en Amérique du Sud, bien que le PROBORDO soit en suspens depuis 2012.

Projeto Albatroz et BirdLife International ont noué un partenariat visant à développer le projet Albatross Task Force au Brésil, projet qui a pour but de former les pêcheurs des flottes brésiliennes de pêche à la palangre aux mesures d'atténuation. De nombreux oiseaux de mer, notamment des espèces menacées telles que l'albatros à bec jaune (*Thalassarche chlororhynchos*) et le puffin à lunettes (*Procellaria conspicillata*) meurent dans la « pêcherie Itaipava ». De plus, des études sur les méthodes de pêche, les flottes, les zones de pêche et les interactions avec les différentes espèces d'oiseaux de mer sont menées dans des ports et par des observateurs placés à bord des bateaux. L'efficacité des mesures d'atténuation des captures accidentelles d'oiseaux marins appliquées dans les pêcheries qu'ils gèrent directement ou indirectement a également été analysée. Des fonds et des moyens permettant de fournir une assistance technique visant à développer ultérieurement la recherche en matière de gestion et de conservation dans les pays les moins avancés sur le plan scientifique sont encore nécessaires.

Chili - Oui. Des mesures ont été prises à l'égard de toutes les recommandations formulées dans le document 11 RdP4, qui ont été approuvées par les Parties lors de la RdP4 (paragraphe 7.1.17 du Rapport final de la RdP4). Les mesures spécifiques sont les suivantes : a) approbation de plans de financement scientifique ; b) adoption du budget du CC ; c) transmission de données sur les captures accidentelles dans les pêcheries chalutières et au filet maillant ; d) efforts déployés pour augmenter le nombre d'observateurs dans les pêcheries chalutières et au filet maillant ; e) maintien d'un groupe de travail sur les oiseaux marins, créé par le ministère des Pêches ; f) évaluations de l'efficacité des mesures sur la base des travaux menés par ATF au Chili ; g) en 2014, mise en place d'un programme de suivi des effets des pêcheries artisanales sur l'écosystème marin, notamment les oiseaux ; h) si possible, poursuite du recensement des principales colonies d'albatros tous les dix ans ; i) et j) à l'heure actuelle, il n'existe aucun programme de suivi des paramètres démographiques de ces populations. Un recensement continuera d'être effectué au moins une fois tous les dix ans ; k) des menaces de conservation en mer prioritaires ont été abordées dans le Document 11 de la RdP4, mais des programmes d'échantillonnages laissent à penser que les pêcheries palangrières pélagiques ne constituent pas une menace prioritaire. En effet, si l'on utilise l'approche adoptée par le cadre de hiérarchisation, les pêcheries chalutières devraient être considérées comme une menace prioritaire ; l) un programme de suivi est en cours sur l'île d'Albatross et il est prévu de lancer un programme sur l'île Diego Ramirez ; m) la base de données de l'ACAP a été mise à jour conformément au rapport que le Chili a présenté au CC8 ; n) aucune activité de ce type n'est actuellement

poursuivie. Les menaces identifiées à ce jour sont mineures. Le ministère des Pêches collabore avec le ministère de l'Environnement pour protéger l'île d'Albatros, située dans le détroit de l'Amirauté.

Équateur - Oui. Les travaux portant sur la conservation de l'albatros des Galápagos sont en cours, conformément au Plan d'action.

Nouvelle-Zélande - Oui. Pour ce qui concerne les priorités de conservation en mer identifiées lors de la RdP4 (RdP4 doc. 17, Annexe 1, Appendice 2), la Nouvelle-Zélande a mis à jour les exigences en matière de déploiement des mesures obligatoires d'atténuation des prises accidentelles dans les pêcheries chalutières et palangrières pélagiques. Dans les pêcheries chalutières, les navires de plus de 28 m de long doivent utiliser, depuis 2006, l'un des trois dispositifs destinés à atténuer les captures accidentelles d'oiseaux marins. Ces réglementations ont été actualisées en 2010. Les réglementations liées à l'application de mesures d'atténuation des captures accidentelles dans les pêcheries palangrières pélagiques (notamment les pêcheries CPPCO et CCTRS) ont plusieurs fois été mises à jour ces dernières années. La dernière mise à jour prévoit l'application de mesures dans la CPPCO. Pour ce qui concerne les priorités de conservation terrestres identifiées lors de la RdP4 (RdP4 doc. 17, Annexe 1, Appendice 1), la Nouvelle-Zélande continue de mener des études préparatoires pour permettre l'éradication des cochons sur les îles Auckland, y compris l'identification et l'enregistrement d'un poison approprié. Trouver le financement nécessaire et des partenaires éventuels pour un programme d'éradication reste une gageure.

Afrique du Sud - Oui. L'Afrique du Sud a payé sa cotisation annuelle, a soutenu les objectifs de l'Accord dans les ORGP concernées, a continué de surveiller ses populations d'albatros et de pétrels, a adopté un plan national d'action destiné à atténuer les prises accidentelles d'oiseaux marins et a établi un guide de bonnes pratiques pour ce qui concerne l'atténuation des prises accidentelles dans ses pêcheries.

Espagne - Oui. Le gouvernement régional des îles Baléares a lancé des procédures d'éradication des rongeurs (*Rattus rattus*, *Mus musculus* et *Oryctolagus cuniculus*) sur l'île Sa Dragonera. Cette île inhabitée abrite environ 400 couples reproducteurs de puffins des Baléares. Un protocole de biosécurité a été mis en place afin d'éviter que ces mammifères non indigènes ne réinfestent l'île.

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement a adopté la loi AAA/658/2014 (22 avril) qui réglemente la pêche à la palangre de surface destinée à capturer des espèces hautement migratrices. L'Article 19 établit que l'adoption de mesures destinées à éviter la capture d'oiseaux marins et de tortues de mer ainsi que l'archivage de toutes les prises accidentelles sont obligatoires.

Royaume-Uni - Oui. Afin de satisfaire aux obligations de l'ACAP de manière efficace et coordonnée, le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer dans l'Atlantique Sud ont financé un projet de coordination de l'ACAP qui prévoit, notamment, l'établissement d'un poste de coordinateur (depuis mars 2008). Ce projet de coordination a été développé pour assurer la cohérence des mesures prises par les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni (TOM), pour faciliter la planification et la mise en œuvre des travaux liés à l'ACAP (en particulier dans les territoires dont la capacité interne est limitée), pour prendre la responsabilité des exigences en matière de notification et pour mener des

travaux essentiels sur l'atténuation des captures accidentelles d'oiseaux marins, dans les eaux des TOM et au sein des instances internationales de la pêche. Le projet de coordination de l'ACAP a donné de très bons résultats à ce jour et il a fortement contribué à l'élaboration d'une approche homogène et efficace de mise en œuvre de l'ACAP dans l'Atlantique Sud. Il a également permis de renforcer la coopération avec d'autres États clés pour ce qui concerne les questions de conservation transfrontalière. L'ACAP a développé des plans d'action pour chacun des territoires d'outre-mer dans l'Atlantique Sud (cf. point 1.2.3 ci-après). Ces plans d'action identifient les exigences à respecter en vertu de l'ACAP, ils les hiérarchisent et recommandent la meilleure façon de les mettre en œuvre. Une stratégie coordonnée d'atténuation des captures accidentelles d'oiseaux marins dans les pêcheries extérieures a été développée et amorcée.

1.1.2. Des mesures nationales de mise en œuvre seront-elles appliquées au cours des trois prochaines années ?

Les participants ont déclaré avoir planifié un large éventail de mesures sur les trois prochaines années pour mettre en œuvre l'Accord et son Plan d'action. Les mesures proposées sont les suivantes :

Argentine - Oui. L'initiative « Pampa Azul » et la première étape du projet visant à renforcer la gestion et la protection de la biodiversité marine dans les zones écologiques clés ainsi que l'application d'une approche écosystémique des activités de pêche (EEP) ont été récemment approuvées. Les mesures seront coordonnées avec les deux projets, suivant la coordination du Plan d'action de l'ACAP. « Pampa Azul » est une initiative stratégique du gouvernement argentin ; des recherches seront menées dans les eaux argentines. Cette initiative, qui se base sur les travaux menés au cours des 10 dernières années, met sur pied des campagnes scientifiques interdisciplinaires, utilise des plateformes traditionnelles telles que des navires océanographiques et des véhicules sous-marins contrôlés à distance, des télésondes et d'autres méthodes de suivi environnemental, prépare et protège les ressources à l'aide d'enregistrements automatiques de données satellites et *in situ*, et renforce la capacité de production et d'entretien de bases de données. L'EEP, qui a été mise au point par le ministère du Développement durable et environnemental (SAyDS) a pour but d'identifier les zones écologiquement et biologiquement importantes dans les eaux argentines afin de permettre l'adoption d'outils de gestion (zones protégées, par exemple) et l'application d'une approche écosystémique des activités de pêche dans une zone et/ou une pêcherie pilote qui doit encore être arrêtée (fin 2014). Il est prévu que ce projet débute mi-2015. Des zones importantes pour les albatros et les pétrels seront prises en compte lors de l'identification des zones clés et les Plans d'action actuels seront intégrés à l'approche écosystémique. Quatre années seront nécessaires. Pour ce qui concerne les zones protégées, un « plan de gestion des îles des États » sera élaboré par le parc national d'Argentine - Parque Interjurisdiccional Marino Costero Patagonia Austral (PIMCPA) et des travaux débiteront bientôt dans une zone protégée récemment créée à Burdwood/Namuncura Bank.

Australie - Oui. L'Australie continue de prendre toute une série de mesures et envisage d'en adopter de nouvelles pour mettre en œuvre les dispositions principales du Plan d'action. Ces mesures sont les suivantes : mise en œuvre de plans d'atténuation des menaces, en particulier pour ce qui concerne les prises accidentelles d'oiseaux marins

lors d'opérations océaniques de pêche à la palangre ; mise en œuvre de plans de reconstitution des populations d'albatros et de pétrels en Australie ; suivi du statut des espèces reproductrices ; atténuation des prises accidentelles d'espèces inscrites à l'ACAP grâce à l'utilisation obligatoire de mesures d'atténuation et de nouveaux travaux de recherche et d'innovation.

Brésil - Oui. Le Brésil adoptera des mesures visant à mettre en œuvre l'Accord et les décisions de la RdP à travers la mise en œuvre de son PAN-Oiseaux marins révisé.

Chili - Oui. Des fonds ont été alloués au groupe de travail Oiseaux marins du Chili, pour la période 2014-2015. Le Chili continue d'observer les captures accidentelles dans des pêcheries spécifiques, comme indiqué dans le rapport qu'il a remis au CC8, et il élargit progressivement ses observations à d'autres pêcheries. Le PAN-Oiseaux marins du Chili sera adapté pour permettre l'inclusion d'autres pêcheries (chaluts et sennes coulissantes). Des sanctions sont appliquées si les mesures d'atténuation prévues ne sont pas appliquées dans les pêcheries palangrières. En 2015, des mesures d'atténuation destinées aux pêcheries chalutières et palangrières seront adoptées conformément aux exigences de l'ORGPPS.

Équateur - Oui.

Nouvelle-Zélande - Oui. La Nouvelle-Zélande (NZ) mène actuellement un programme de conservation et de recherche impliquant des albatros et des pétrels inscrits à l'ACAP. Des documents électroniques sur la mise en œuvre et le passage en revue des PAN-Oiseaux marins contiennent des exemples de mesures planifiées pour les trois prochaines années, évaluation des risques que les populations d'oiseaux marins courent dans les pêcheries commerciales de NZ, observateurs en mer pour mieux comprendre les captures accidentelles d'oiseaux marins, poursuite des programmes de suivi des populations les plus à risque dans les pêcheries, recherches relatives à la répartition en mer de plusieurs espèces inscrites à l'ACAP, poursuite des recherches sur les mesures d'atténuation dans les pêcheries chalutières et palangrières et éradication des souris des îles Antipodes (cf. CC8 Inf. 09 pour les liens Internet).

Espagne - Oui. Au cours des prochaines années, l'Espagne devra appliquer les mesures visées à l'Annexe I du Plan d'action afin de réduire le nombre de captures accidentelles d'oiseaux marins dans les engins de pêche COM (2012) 665 final, qui constitue le nouveau cadre de travail relatif à ces questions dans l'Union européenne. De même, il est escompté que la stratégie de conservation du puffin des Baléares sera révisée et mise à jour afin qu'elle soit conforme au Plan d'action de la Commission européenne pour le puffin des Baléares (2011).

Royaume-Uni - Oui. Les plans d'action de l'ACAP ont été développés et officiellement adopté pour chaque TOM afin que les mesures permettant de respecter les obligations de l'ACAP soient identifiées et hiérarchisées. Ces plans ont été vérifiés pour la première fois en 2011. Les plans actuels contiennent des informations détaillées sur les activités planifiées pour les trois prochaines années, cf. <http://www.incc.gov.uk/default.aspx?page=4374> . Les travaux se concentreront sur les domaines suivants : - Gestion des menaces sur les sites de reproduction - Suivi du statut et des tendances démographiques - Analyse du périmètre d'exploration alimentaire des espèces inscrites à l'ACAP et chevauchement spatio-temporel avec les

pêcheries - Réduction des captures accidentelles à la fois dans les eaux relevant de la juridiction des TOM et dans les eaux internationales, en collaborant avec des partenaires afin d'améliorer l'efficacité des ORGP (Organisations régionales de la Gestion des Pêches) - Développement et mise en œuvre de nouvelles mesures d'atténuation des prises accidentelles d'oiseaux marins – Amélioration de l'information et de la sensibilisation de la population à la question de la conservation des oiseaux marins - Gestion solide des données - Trouver des fonds pour la mise en œuvre des projets de conservation des albatros et des pétrels. Le projet de coordination du Royaume-Uni a été financé pour une période initiale de trois ans, de mars 2008 à mars 2011. Un financement supplémentaire a été accordé jusqu'en septembre 2014. Des financements récents permettront de prolonger le projet jusqu'en septembre 2016.

1.2. Conservation des espèces

1.2.1. La Partie a-t-elle fourni une dérogation à l'interdiction de capture des albatros et des pétrels ou à l'interdiction d'interférence nuisible avec ces derniers ?

Seules deux dérogations ont été notifiées - une par la France, État partie à l'ACAP, et l'autre par les États-Unis, État non partie à l'ACAP. La France a fait savoir que le CNRS de Chizé a obtenu la permission de capturer 10 puffins des Baléares sur deux ans, au titre du programme européen FAME (Future of the Atlantic Marine Environment), coordonné en France par LPO (le partenaire de BirdLife en France).

Les États-Unis ont fait savoir que le Service américain des pêches et de la faune (USFWS) a délivré trois permis de capture scientifique et trois autres permis à des installations aéroportuaires afin d'assurer la sécurité des êtres humains. Les permis scientifiques autorisent la collecte d'œufs, et l'un des permis autorise la capture de deux adultes. Les permis délivrés aux infrastructures aéroportuaires autorisent ces dernières à collecter des œufs afin de dissuader les oiseaux de rester près des pistes. Il n'a pas été nécessaire de capturer des adultes.

1.2.2. A-t-on utilisé/commercialisé des albatros ou des pétrels ?

Nouvelle-Zélande - Oui. Les oiseaux morts qui terminent leur course sur des navires de pêche commerciaux transportant des observateurs gouvernementaux sont autopsiés. Les carcasses de ces oiseaux sont ensuite données (gratuitement) à des musées et au peuple Maori (iwi), indigène de Nouvelle-Zélande, qui les utilise lors de cérémonies traditionnelles. Entre le 1er août 2010 et le 31 mars 2013, 279 oiseaux marins capturés accidentellement ont été donnés aux Maori et 26 ont été livrés à des musées.

1.2.3. La Partie a-t-elle mis en œuvre de nouvelles stratégies de conservation d'une ou plusieurs espèces / de nouveaux Plans d'action ?

Argentine - Le Conseil fédéral de l'environnement (COFEMA) a lancé le Programme national de conservation des pétrels géants (Résolution 259/2013). Ce programme contient des informations institutionnelles, il précise les caractéristiques des espèces, le statut des espèces, les tendances démographiques et la répartition des espèces et il contient une liste d'actions que plusieurs institutions concernées doivent mener à bien. Le programme répond au besoin de protection terrestre et complète le Plan d'action

destiné à réduire les interactions des oiseaux marins avec les pêcheries (PAN AVES), lancé en 2010. L'équipe de planification du Parc marin interjuridictionnel de la côte australe de Patagonie (PIMCPA) a établi et proposé le zonage préliminaire susmentionné qui doit encore être approuvé par la Commission de gestion. Chaque zone comporte des zones fermées et des zones opérationnelles. Les îles Isla Gran Robredo et l'île Arce, où nichent les pétrels géants, sont des zones fermées. Dans ces zones, les activités doivent se limiter au suivi du milieu, à son étude scientifique et à sa gestion. Ces activités sont essentielles à la conservation des ressources et au maintien des processus naturels des écosystèmes ou aux conditions qui façonnent une unité culturelle et ses alentours. Les études scientifiques se limiteront à des projets ayant une faible incidence sur le milieu, à l'exception des cas dûment justifiés. Dans ces îles, et dans d'autres îles, les zones fermées dans les eaux adjacentes ont été élargies pour y inclure mille milles nautiques de littoral. En 2012, un atelier de suivi de PAN AVES a été organisé. L'état d'avancement des actions spécifiées dans le Plan a été analysé lors de cet atelier. Des priorités ont été établies par le Groupe technique consultatif - composé d'un coordinateur pour chaque objectif du Plan, d'un représentant du ministère du Développement durable et environnemental (SAyDS) et d'un représentant du ministère de la Pêche et de l'Aquaculture.

Australie - Oui. En 2011, l'Australie a adopté un deuxième plan révisé de reconstitution des populations d'albatros et de pétrels géants. Le plan vise 19 espèces d'albatros et deux espèces de pétrels géants et il s'applique à la période 2011-2016. Il définit les mesures de conservation essentielles au suivi du statut des espèces reproductrices d'Australie afin de réduire les menaces maritimes et terrestres qui planent sur la juridiction de l'Australie, de former les pêcheurs et assimilés et d'encourager l'intensification des efforts internationaux de conservation.

Brésil - Oui. Le Plan d'action national destiné à atténuer les captures accidentelles d'oiseaux marins a été révisé en 2012 (cf. également 1.1.1 ci-dessus). Une analyse détaillée des mesures adoptées et des résultats obtenus au titre du PAN-Oiseaux marins a récemment été menée par l'Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade (ICMBio).

Équateur - Oui. Le Plan d'action pour la conservation de l'albatros des Galápagos a été mis en œuvre.

Nouvelle-Zélande - Oui. Un nouveau Plan d'action national – Oiseaux marins (<http://www.mpi.govt.nz/Default.aspx?TabId=126&id=1760>) a été développé en 2013. Ce plan s'applique à toutes les espèces inscrites à l'ACAP présentes en Nouvelle-Zélande et il comporte une série d'objectifs relatifs à la conservation et la gestion des oiseaux marins. Une période de cinq ans est prévue pour la mise en œuvre de ce plan.

Afrique du Sud - Oui. A adopté, en 2007, une politique de gestion des phoques, des oiseaux marins et des oiseaux de rivage et, en 2008, un Plan d'action national destiné à atténuer les captures accidentelles dans les pêcheries.

Espagne - Oui. La stratégie de conservation du puffin des Baléares, approuvée en 2005, est toujours en vigueur.

Royaume-Uni - Oui. Les Plans d'action ci-après ont été élaborés :
Tristan Da Cunha - Un Plan d'action révisé en faveur de la biodiversité a été établi. Le plan de gestion du patrimoine mondial des îles Gough et Inaccessible a été révisé et adopté. Les annexes, notamment les politiques de gestion et les lignes directrices, doivent encore être adoptées ou publiées en ligne. Un projet de plan de gestion de l'île Nightingale est en cours d'élaboration. Un plan d'intervention en cas d'accident marin au large de l'île Tristan Da Cunha est en cours d'élaboration ; il s'intéressera plus particulièrement à la faune et à la flore menacées et s'appuiera sur l'expérience acquise après le naufrage du MS Oliva en 2011.

Îles de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - Le plan de mise en œuvre de l'ACAP est en cours de révision.

Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ - Le plan de mise en œuvre de l'ACAP a été mis à jour et adopté par le gouvernement des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ en septembre 2013. Ceci est une mise à jour du plan de mise en œuvre publié en 2010. Un Plan d'action en faveur des gorfous sauteurs a été établi et adopté par le gouvernement des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ en 2014. Le plan prévoit des mesures importantes pour l'albatros à sourcils noirs, notamment pour ce qui concerne le risque d'incendie dans les colonies mixtes dont fait partie l'albatros à sourcils noirs, la survenue de la variole aviaire et d'épidémies inconnues dans des colonies mixtes. Il prévoit également un recensement annuel et quinquennal de plusieurs espèces, y compris des espèces inscrites à l'ACAP. Falklands Conservation¹ a commencé à élaborer un Plan d'action en faveur de la biodiversité, financé par l'Initiative Darwin. Ce plan a pour objectif de fournir des moyens de gestion plus efficaces des mesures en faveur de la biodiversité ainsi qu'un système de hiérarchisation qui aidera les décideurs à allouer des fonds aux actions les plus essentielles et les plus rentables sur les îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹. Il est également à espérer que ce projet fournira un système d'hébergement électronique ainsi qu'un modèle de Plan d'action afin que les actions soient plus facilement accessibles, clairement définies et que les performances puissent être mesurées. Un atelier sera organisé en juin 2014. Ce projet devrait influencer favorablement les plans de mise en œuvre de l'ACAP car il permettra de rationaliser les actions et de mieux identifier les actions qui ont été entreprises par rapport aux objectifs.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Le Service américain des pêches et de la faune a entamé un examen quinquennal du statut de l'albatros à queue courte afin de s'assurer que l'espèce bénéficie d'un niveau de protection approprié en vertu de la loi sur les espèces en voie de disparition. Cet examen comportera une évaluation visant à déterminer si le statut de la population a changé depuis que l'espèce a été inscrite, ou depuis le dernier examen du statut de l'espèce, afin de savoir si son statut doit être réévalué. Les éléments scientifiques les plus avérés, les données commerciales concernant l'espèce, les nouvelles informations et les évaluations des efforts de conservation en cours seront réunis.

¹ « Il existe un différend entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté des « Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas) », de la « Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud (South Georgia and South Sandwich Islands/Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur) » et des zones marines environnantes ».

1.2.4. La Partie a-t-elle adopté des mesures d'urgence impliquant des albatros ou des pétrels ?

Brésil - Oui. Le ministère des Pêches et de l'Aquaculture et le ministère de l'Environnement ont signé et publié une loi visant à imposer l'utilisation de mesures d'atténuation afin de réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins dans les pêcheries palangrières (cf. également 1.2.6 ci-après).

Royaume-Uni - Oui. TRISTAN DA CUNHA : En 2011, le vraquier MS Oliva (65 000 mt de soja) s'est échoué sur l'île Nightingale. La communauté internationale s'est mobilisée pour faire en sorte que les oiseaux et les ressources marines soient épargnés par le déversement d'hydrocarbures. Seul un albatros aurait été mazouté.

1.2.5. La Partie a-t-elle mis au point un programme de réintroduction ?

Nouvelle-Zélande - Oui. La première translocation <https://www.facebook.com/chathamtaikotrust> de l'albatros de Chatham a eu lieu au début de l'année 2014. Cette espèce inscrite à l'ACAP est classée parmi les espèces « vulnérables » par l'UICN. À l'heure actuelle, l'albatros de Chatham n'est présent que sur un seul site de reproduction (la Pyramide). Des poussins ont été transférés vers un nouveau site, situé sur l'île principale de Chatham, et ils ont été nourris à la main jusqu'à ce qu'ils prennent tous leur envol le 9 mai 2014. De nouveaux transferts de poussins sont prévus pour 2015 et 2016.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Un site de la réserve naturelle nationale James Campbell s'apprête à accueillir une colonie reproductrice d'albatros. Le Service américain des pêches et de la faune a entamé la mise en œuvre d'une action identifiée dans le Plan général de conservation de la réserve naturelle nationale James Campbell à Oahu pour y établir une colonie reproductrice d'albatros. La végétation indigène de l'habitat côtier a été restaurée et une clôture anti-prédateurs pourrait protéger les albatros nicheurs. Les œufs de l'albatros de Laysan, notamment, permettront de donner vie à cette nouvelle colonie. Ces œufs proviennent du programme d'échange d'œufs mis en place dans la zone de tir de missiles du Pacifique de Kauai, où les œufs des albatros qui nichent près de l'aéroport sont enlevés afin de réduire le nombre de collisions aériennes. Les poussins seront ensuite nourris à la main dans la réserve naturelle de James Campbell et ils pourront prendre leur envol depuis le site de la colonie.

1.2.6. La Partie a-t-elle adopté de nouveaux instruments politiques ou juridiques destinés à protéger les albatros et les pétrels ?

Argentine - Oui. Résolution COFEMA 259/2013. Adoption du Programme national de conservation du pétrel géant (cf. section 2.3) loi 26875. Création d'une zone protégée à Burdwood Bank (cf. section 3.3) Protection du milieu marin, dispositions et ordres maritimes de la Préfecture maritime de l'Argentine (cf. section 1.4.2)

Australie - Oui. Voir les informations contenues dans la section 1.2.3 concernant le plan national de reconstitution des populations.

Brésil - Oui. Le 15 avril 2011, une nouvelle loi a été publiée (cf. 1.2.4 ci-dessus) pour imposer l'utilisation de lignes de banderoles légères ainsi que l'utilisation de poids de 60 g placés à deux mètres ou moins de l'hameçon pour ce qui concerne tous les navires de pêche à la palangre pélagique qui pêchent dans les eaux au sud de 20°S. La loi impose également aux navires de transporter des lignes de banderole de remplacement et d'accueillir des observateurs à leur bord, lorsque les autorités de pêche le demandent.

Chili - Oui. En décembre 2013, un article (n° 1(c)) est venu modifier la loi générale sur l'aquaculture et les pêcheries. Il a été inséré entre les orientations politiques en matière de pêche, l'adoption de mesures de conservation et la mise en œuvre d'une approche préventive destinée à réduire les prises accidentelles d'oiseaux, de mammifères et de reptiles dans les pêcheries au Chili.

Nouvelle-Zélande - Oui. Voir les informations contenues dans la section 1.2.3 concernant le nouveau Plan d'action national. Mise en œuvre jusqu'en 2018.

Pérou - Oui. Récemment, une liste reprenant les espèces sauvages menacées et protégées par la loi a été adoptée (décret suprême n° 004-2014-MINAGRI). Ce règlement couvre 13 espèces d'albatros et de pétrels inscrit à l'Annexe 1 de l'Accord ; il maintient l'interdiction de chasser, capturer, posséder, vendre, transporter ou exporter à des fins commerciales des spécimens, produits et/ou sous-produits de ces espèces.

Afrique du Sud - Oui. Déclaration de l'aire marine protégée des îles Prince Edward en 2013.

Royaume-Uni - Oui. Îles de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹. L'Ordonnance sur les zones protégées et la faune, qui est entrée en vigueur en 2011, fournit un mécanisme de protection globale de la faune sur tout le territoire. La section 6 de l'Ordonnance assure la protection spécifique des oiseaux et des mammifères sauvages et elle érige en infraction toute interférence avec un oiseau sauvage (notamment capturer, tuer, détenir des oiseaux, détruire des sites de reproduction, prélever des œufs ou perturber des oiseaux qui muent ou qui se reproduisent).

Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹. Le Plan d'action national destiné à réduire les captures accidentelles d'oiseaux marins dans les pêcheries chalutières des Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ (PAN-Oiseaux marins Chalut) devait être révisé en 2013. Cette révision aura lieu en 2014. Le Plan d'action national destiné à réduire les captures accidentelles d'oiseaux marins dans les pêcheries palangrières des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas) (PAN-Oiseaux marins Palangre), publié initialement en 2004, a désormais été révisé. La révision du plan a été adoptée par le gouvernement des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ et a été publiée en décembre 2011.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Le Service national des pêches maritimes des États-Unis et le Service américain des pêches et de la faune ont conclu un protocole d'entente le 17 juillet 2012

afin de promouvoir la conservation des oiseaux migrateurs. Ce protocole d'entente prend en compte toutes les activités pertinentes du Service national des pêches maritimes liées aux oiseaux marins et il identifie des domaines de collaboration et de coopération spécifiques avec le Service américain des pêches et de la faune, notamment la réduction des captures accidentelles d'oiseaux marins, la protection de l'habitat, le partage et la coordination des informations et la politique internationale. Le protocole d'entente a également pour but de renforcer la protection des oiseaux migrateurs et de leur habitat et d'atténuer les effets indésirables sur les oiseaux migrateurs grâce à une collaboration renforcée entre les deux Services. Le Service national des pêches maritimes a publié les dernières réglementations qui régissent la pêche dans la fosse des Mariannes, les îles lointaines du Pacifique et le monument national marin de l'atoll Rose, qui avaient été établies par le président George W. Bush juste avant la fin de son mandat en janvier 2009. Conformément à ce qu'avait déclaré le Président Bush, ces réglementations interdisent les activités de pêche commerciale dans la zone des monuments, mais elles autorisent la pêche récréative et non commerciale sous certaines conditions. Ces réglementations sont entrées en vigueur le 3 juillet 2013.

1.2.7. La Partie a-t-elle adopté des instruments politiques ou juridiques d'étude de l'impact sur l'environnement ?

Argentine - Oui. Les réglementations notifiées en 2011 sont toujours en vigueur.

Australie – Aucun nouvel instrument politique ou juridique. Une étude d'impact environnemental a été réalisée avant le lancement du projet d'éradication des animaux nuisibles de l'île Macquarie (MIPEP) destiné à éradiquer les lapins, les rats et les souris. Ce projet a été révisé en 2012 afin de tenir compte des taux de mortalité étonnamment élevés chez les espèces non ciblées - y compris les espèces inscrites à l'ACAP. Les espèces sauvages présentes sur l'île Macquarie ont été entièrement éradiquées au début de l'année 2014.

Brésil - Oui. Le Programme national d'observation à bord (PROBORDO), qui a été lancé en 2006, impose la collecte de données sur les prises accidentelles d'oiseaux marins. Ces données seront à disposition afin de réaliser de nouvelles études sur le niveau des captures accidentelles d'oiseaux marins et seront également utilisées lors des études d'impact environnemental. La présence d'observateurs, prévue par le programme PROBORDO est actuellement suspendue pour des questions opérationnelles et juridiques, mais la levée de cette suspension est attendue prochainement.

Chili - Oui. La loi n° 20 417 du 26 janvier 2010 a porté création de la super structure suivante, chargée des questions de conservation, de biodiversité et des zones protégées : a) le ministère de l'Environnement (MM.AA) b) le Service d'évaluation environnementale (SEA) c) le Surintendant de l'Environnement d) des tribunaux pour l'environnement e) des Services de la biodiversité et des zones protégées, et f) le Conseil des ministres de la durabilité.

Équateur - Oui. La loi de gestion environnementale et le texte unifié de la législation environnementale sont les instruments juridiques qui permettent la mise en œuvre des études d'impact environnemental.

Nouvelle-Zélande - Oui. La loi de 2012 concernant la zone économique exclusive et le plateau continental (effets environnementaux)

<http://www.legislation.govt.nz/act/public/2012/0072/latest/DLM4670826.html>

a été adoptée pour « promouvoir la gestion durable des ressources naturelles de la zone économique exclusive et du plateau continental ». Cette loi comporte un régime de consentement détaillé destiné à gérer les conséquences sur l'environnement des activités menées dans les eaux au large de la Nouvelle-Zélande. Les études d'impact environnemental prévoient l'évaluation de l'incidence des activités sur les oiseaux marins, là où les oiseaux sont susceptibles d'interagir spatialement et temporellement avec les activités proposées.

Afrique du Sud - Oui. Une étude d'impact environnemental a été menée avant la construction d'une nouvelle base sur l'île Marion.

Espagne - Oui. Adoption récente de la loi n° 21/2013 du 9 décembre relative aux études d'impact environnemental. Cette loi transpose la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Le Service américain des pêches et de la faune est occupé à rédiger de nouvelles lignes directrices destinées aux développeurs d'énergie en haute mer afin d'atténuer ou d'éliminer l'effet des nouveaux développements sur les oiseaux. Ces nouvelles lignes directrices s'inspirent d'une approche concertée de gestion du stress qui permet aux parties d'identifier le facteur de stress associé à chaque projet et ses effets potentiels sur les oiseaux.

1.2.8. La Partie souhaite-t-elle qu'une espèce en particulier soit ajoutée à l'Annexe 1 ?

Équateur - Oui. Le pétrel des Galápagos, (*Pterodroma phaeopygia*).

Chili - Oui. Le Chili collabore avec des partenaires et des institutions pour inscrire le puffin à pieds roses (*Puffinus creatopus*) à l'Annexe 1 de l'ACAP.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis – Non. Les États-Unis ne souhaitent pas inscrire de nouvelle espèce à l'Annexe 1. Cependant, à la lumière des prédictions qui annoncent une élévation significative et irrévocable du niveau des mers, conséquence des changements climatiques anthropiques, les États-Unis proposent de réviser le système de notation utilisé pour inscrire de nouvelles espèces à l'Annexe I (Cooper J. et B. Baker, 2007 AC3 Doc 18) afin d'identifier les espèces qui se reproduisent dans deux pays ou plus et qui, dans le pire des scénarios, verront disparaître toute leur zone de reproduction au cours des 200 prochaines années. Deux espèces ont été identifiées lors de l'analyse en raison des scores élevés de leur statut de conservation : le pétrel de Phoenix (*Pterodroma alba*) et l'océanite à gorge blanche (*Nesofregetta fuliginosa*). Les scores seraient encore plus élevés si l'on tenait compte de la montée des eaux. Le statut du pétrel des Bonin (*Pterodroma hypoleuca*) - son score est inférieur grâce à l'accroissement de sa

population et à la protection dont bénéficie l'espèce - devrait également être évalué au regard de ces éléments. Des partenariats internationaux pourraient permettre de rétablir les colonies de haute altitude au Japon.

1.2.9. Existe-t-il d'autres projets de conservation relatifs aux espèces inscrites à l'ACAP qui n'ont pas encore été mentionnés ?

Argentine - Oui. Voir section 1.2.3.

Australie - Oui. Voir section 1.2.7.

Brésil - Oui. Projeto Albatroz, qui collabore avec le Groupe de travail sur l'albatros de BirdLife, s'intéresse aux interactions entre les oiseaux marins et les pêcheries, et notamment à la quantification du nombre de décès induits par les activités de pêche. Par ailleurs, il développe des programmes pédagogiques et de sensibilisation destinés aux pêcheurs et au public et appuie la mise en œuvre de l'ACAP par le gouvernement, le PAN-Oiseaux marins et les politiques connexes.

Nouvelle-Zélande - Oui. Des estimations des captures d'oiseaux marins dans les pêcheries commerciales sont réalisées chaque année (elles sont accessibles au public à l'adresse suivante : <https://data.dragonfly.co.nz/psc/>) Des estimations de la mortalité cryptique ont été utilisées lors de l'évaluation de risques (https://fs.fish.govt.nz/Doc/23121/AEBR_109_2596_PRO2010-02,%20Obj.%201,%20MS4,%20RR2,1.pdf.ashx) visant à déterminer la probabilité que les pêcheries commerciales influencent le niveau des populations d'oiseaux marins. Des travaux portant sur le statut de populations inscrites à l'ACAP et sur les méthodes d'atténuation des captures accidentelles des oiseaux de ces espèces sont en cours. Ces études démographiques s'intéressent à l'albatros de Salvin, à l'albatros à cape blanche, à l'albatros de Gibson et au puffin de Parkinson. Les travaux portant sur les mesures d'atténuation prévoient de perfectionner les épouvantails utilisés sur des chalutiers de plus de 28 m de long, de poursuivre le développement du poseur de palangres Kellian, de tester de nouvelles approches pour le lestage de la palangre et d'identifier les risques que des secteurs mal connus et dans lesquels évolue la flotte de pêche commerciale posent aux oiseaux marins. Des études de modélisation démographique doivent être menées afin d'actualiser les modèles démographiques quantitatifs qui permettent d'évaluer les tendances démographiques et les principaux taux démographiques de plusieurs espèces inscrites à l'ACAP, étant donné que de nouvelles données démographiques sont désormais disponibles. Une modélisation démographique est en cours pour l'albatros de Buller et le puffin de Parkinson. Une évaluation globale des risques que courent les oiseaux de mer est planifiée puisque l'évaluation des risques de niveau 2 tient uniquement compte des risques que posent les pêcheries commerciales dans la zone économique exclusive de Nouvelle-Zélande (ZEE).

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Un programme de recherche et de gestion mis en œuvre dans l'atoll de Johnston (ancien site de reproduction de l'albatros du Pacifique Nord) et destiné à éradiquer les fourmis folles jaunes (*Anoplolepis gracilipes*) a une incidence sur toutes les colonies d'oiseaux marins des zones tropicales et subtropicales en raison des effets

extrêmement délétères que cette espèce de fourmi a sur toutes les espèces de l'atoll et, en particulier, sur les oiseaux marins qui nichent au sol. Un projet destiné à éradiquer deux espèces de rongeurs non indigènes (site de reproduction de l'albatros de Laysan et l'albatros à pieds noirs) a été mis en œuvre en 2012 par l'armée de l'air américaine avec l'aide du Service américain des pêches et de la faune et Island Conservation. Les efforts ont été partiellement couronnés de succès : l'une des deux espèces de *Rattus* a été éradiquée – (*Rattus tanezumi*). L'autre espèce (*R. exulans*) est toujours présente. On tente actuellement de comprendre pourquoi tous les rats de Polynésie n'ont pas été éradiqués et, à l'avenir, on renouvellera probablement la tentative d'éradication de tous les rats de l'île de Wake.

1.3. Conservation de l'habitat

1.3.1. La Partie a-t-elle adopté un instrument/une mesure politique ou juridique destiné(e) à protéger et à gérer les sites de reproduction et, notamment, à restaurer l'habitat ?

Argentine - Oui. Le Programme national de conservation des pétrels géants, visé au point 1.2.3, porte sur la protection des sites de reproduction de cette espèce. Le zonage préliminaire du PIMCPA, visé au point 1.2.3, a progressé. La province de la Terre de Feu, de l'Antarctique et des îles de l'Atlantique sud a commencé à élaborer le « plan de gestion de la réserve de la province de l'île des États ». Dans un premier temps, un atelier interne a été organisé pour présenter la situation et pour créer un groupe de travail formé de représentants du ministère du Développement durable et environnemental (SAyDS).

Australie - Oui. Voir commentaires au point 1.2.7. Le gouvernement de l'État de Tasmanie a également préconisé des débarquements sur l'île d'Albatros - un site de reproduction important pour l'albatros timide, qui est endémique de cette région.

Équateur - Oui. Le Plan d'action du parc Machalilla est en cours de révision.

Nouvelle-Zélande - Oui. Un projet d'éradication des souris sera mis en œuvre sur l'île des Antipodes en 2015. Le gouvernement néo-zélandais a proposé de créer un parc de conservation dans une partie de la Grande Barrière. La consultation gouvernementale relative à la proposition officielle de création du parc a été clôturée au début de l'année 2014. Les résultats de la consultation ne sont pas encore connus. La Grande Barrière est le principal site de reproduction du puffin de Parkinson.

Afrique du Sud - En 2004, le pays a promulgué la loi de gestion de l'environnement : zones protégées qui réglemente l'accès aux réserves naturelles spéciales. (Les îles Prince Edward ont obtenu le statut de réserve naturelle spéciale en 1995.)

Royaume-Uni - Oui. Plusieurs actions ont été entreprises :

Le projet de l'Initiative Darwin « Développer les connaissances relatives à l'éradication des souris communes des îles des territoires d'outre-mer britanniques (DKEHMOU) », qui s'intéresse à l'incidence des souris communes sur les îles de Gough (Tristan da Cunha), de Steeple Jason (îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ et de Géorgie

du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ est finalisé. Une première version du rapport final sera établie en mars 2014. Ce projet n'a pas tenu compte de l'influence que ces souris ont sur les espèces inscrites à l'ACAP qui vivent sur l'île Steeple Jason. Tristan Da Cunha - Un plan opérationnel d'éradication des souris communes présentes sur l'île Gough a été révisé et mis à jour dans le cadre du projet « DKEHMUO ». Un projet OTEP relatif au contrôle des végétaux invasifs présents sur les sites de reproduction des îles Gough, Inaccessible et Nightingale est en phase d'achèvement. Ce projet prévoit des travaux pratiques de contrôle sur tous les sites, un passage en revue de l'actuel programme de contrôle de la sagine couchée présente sur l'île Gough et un contrôle continu de la présence du lin de Nouvelle-Zélande sur les îles Nightingale et Inaccessible.

Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - La politique de biosécurité qui couvre tous les domaines d'action sur l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹, notamment le tourisme et la logistique, est passée en revue et actualisée chaque année. L'Ordonnance sur les zones protégées et la faune a été promulguée (voir 1.2.6). La phase principale du projet d'éradication des rennes du gouvernement de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud (GSGSSI) (South Georgia and South Sandwich Islands/ Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur, GSGSSI/GIGSISS)¹ est terminée. L'élevage et l'abattage ont permis d'éradiquer totalement les 2 000 rennes présents dans la zone de Busen. Dans la péninsule de Barff, plus de 4 500 rennes ont été abattus. Seuls quelques rennes subsistent dans cette région ; ils seront éradiqués dans les prochains mois (2014/2015) Le projet d'éradication des rongeurs du Fonds du patrimoine de Géorgie du Sud (SGHT)¹ touche à sa fin ; des appâts sont lancés sur deux tiers de la zone infestée de l'île. La phase d'essai a eu lieu en mars-avril 2011. Tout indique que la phase d'essai a porté ses fruits, ce qui prouve que la méthode consistant à utiliser des hélicoptères pour larguer des appâts sur les zones infestées de rongeurs est une stratégie efficace sur l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹. La phase 2 (février-juin 2013) s'est intéressée aux zones infestées situées à l'ouest de la baie de Cumberland, jusqu'à la pointe occidentale de l'île. Plus de 55 000 hectares de terre ont été traités lors de l'opération la plus importante jamais menée. En mars-avril 2014, les résultats des actions menées sur le terrain l'année précédente ont été évalués : il ne restait aucun rat ni aucune souris dans les zones qui avaient été traitées lors de la phase 2. Le Fonds du patrimoine de Géorgie du Sud¹ envisage d'envoyer une équipe et trois hélicoptères sur le terrain entre février et mai 2015 pour larguer des appâts sur le reste de l'île, de la péninsule de Barff au fjord Drygalski. Si cette phase finale est couronnée de succès, l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ serait débarrassée des rats et des souris pour la première fois depuis plus de 100 ans, ce qui profiterait considérablement aux populations de pétrels indigènes, telles que les pétrels à menton blanc. Le GSGSSI (GIGSISS)¹ a mis en place un programme de suivi destiné à observer la manière dont les populations d'oiseaux marins se reconstituent. Dans le cadre du projet « DKEHMUO », des essais d'acceptation des appâts par les souris ont été menés et les résultats de ces essais sont repris dans des articles scientifiques. On comprend mieux, aujourd'hui, l'écologie des souris et des sites de reproduction de l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹.

Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ - Dans le cadre du projet d'éradication

des rats des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas), des appâts ont été largués sur plusieurs petites îles. Deux documents portant sur des études de faisabilité ont été rédigés l'année dernière, pour ce qui concerne les principaux sites ACAP de l'île de Steeple.

1.3.2. La Partie a-t-elle adopté des mesures de gestion durable de la faune et de la flore marines qui servent de nourriture aux albatros et aux pétrels ?

Argentine - Oui. Le Conseil fédéral des pêcheries (CFP) est une autorité compétente en matière de pêche qui a été établie par la loi fédérale sur la pêche n° 24 922. Il est chargé de la promotion de la pêche maritime et est tenu d'assurer un niveau de développement maximal compatible avec l'utilisation responsable de la faune et de la flore marines. Par ailleurs, il promeut la protection efficace des intérêts nationaux relatifs aux activités de pêche, il souligne le caractère durable des activités de pêche, il encourage la conservation à long terme des ressources, il favorise le développement de processus environnementaux industriels appropriés générateurs de valeur ajoutée et d'emplois, comme indiqué dans l'article premier. Par conséquent, le CFP présente des résolutions qui définissent des mesures de gestion durable des pêcheries, conformément au code de conduite pour une pêche responsable de la FAO. Pour certaines espèces, il existe un système de quotas individuels transférables (merlu d'Argentine – *Merluccius hubbsi*, grenadier de Patagonie – *Macruronus magellanicus*, légine australe – *Dissostichus eleginoides*, merlan bleu austral – *Micromesistius australis*). Pour ce qui concerne les pêcheries d'encornets (*Illex argentinus*), les pêcheries mixtes côtières (groupe des poissons de la côte Bonaerense), les pêcheries de crevettes (*Pleoticus muelleri*) et autres, il existe des résolutions qui établissent les principales mesures de gestion (zones de pêche, zones où la pêche est interdite, limitations des pouvoirs, utilisation obligatoire d'engins sélectifs, etc.).

Australie - Oui. Les pêcheries australiennes sont gérées selon des principes respectueux de l'écosystème qui tentent d'éviter que le rendement maximal durable des espèces cibles soit dépassé et qui permettent un taux d'échappement suffisant des espèces cibles afin de maintenir les relations au sein de l'écosystème, notamment avec des espèces connexes et dépendantes, telles que les oiseaux de mer.

Nouvelle-Zélande - Oui. Voir section 1.2.7.

Espagne - Oui. Les mesures de gestion de la faune et de la flore marines qui ont été adoptées par l'Espagne sont définies par la politique commune de la pêche de l'Union européenne ; elles sont nécessaires aux fins de l'atténuation des effets des activités de pêche sur les écosystèmes marins (y compris les oiseaux marins) et elles appliquent progressivement une approche de gestion des pêcheries respectueuse de l'écosystème.

Royaume-Uni - Oui. Les mesures suivantes ont été adoptées :

Tristan Da Cunha - L'Ordonnance de 1983 sur les limites de la pêche à Tristan da Cunha (amendée en 1991, 1992, 1997 et 2001) définit les limites de la pêche à Tristan da Cunha, c'est-à-dire 200 milles nautiques autour de chaque île, et elle prévoit la réglementation des activités de pêche dans ces limites. Depuis 2009, aucun permis de pêche du bluenose n'a été délivré aux palangriers. Le nombre de permis délivrés aux palangriers thoniers n'est pas limité puisque ces bateaux ne font que traverser la zone

lorsqu'ils suivent les thons dans la ZEE de Tristan da Cunha. Les palangriers ne peuvent pas pêcher à moins de 50 milles marins des îles Tristan da Cunha, Nightingale, Inaccessible et Gough.

Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - Les pêcheries de l'île de Géorgie du Sud (Islas Georgias del Sur) adoptent les mesures de la CCAMLR comme norme minimale. Le MSC (Marine Stewardship Council) a certifié, en 2004 et 2010 respectivement, que la pêcherie de légine australe de l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ et la pêcherie du poisson des glaces antarctiques étaient gérées correctement et de manière durable. En 2008, le GSGSSI (GIGSISS)¹ a créé un poste d'observation des grands prédateurs à King Edward Point (KEP) grâce à l'institut de recherche British Antarctic Survey (BAS). La personne qui occupe ce poste est chargée d'observer l'écologie alimentaire des grands prédateurs, en particulier dans la partie occidentale de la sous-zone 48.3, complétant ainsi le travail mené par le BAS dans la zone occidentale. Ces travaux permettront de gérer les pêcheries de la zone en connaissance de cause. L'aire marine protégée des îles de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud (Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur)¹ assure une protection saisonnière et spatiale aux proies, ainsi que stipulé au point 1.3.3. Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ - La conservation des ressources halieutiques durables grâce à une gestion efficace est l'objectif premier du gouvernement des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹. Les activités de pêche dans les eaux des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ et autour de celles-ci sont donc strictement réglementées et gérées. Alors que les besoins des espèces inscrites à l'ACAP ne sont pas spécifiquement pris en compte, l'Ordonnance de 2005 sur la conservation et la gestion des pêcheries fixe un objectif essentiel : faire en sorte que l'exploitation des ressources halieutiques et les activités connexes tiennent compte de l'incidence des activités de pêche sur les espèces non ciblées ainsi que de la durabilité à long terme de l'environnement marin. Les zones de conservation des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ regorgent de poissons. On y trouve, en particulier, deux espèces de calmars (*Illex argentinus* et *Loligo gahi*) et plusieurs espèces de poissons à nageoires. Des rapports quotidiens permettent d'évaluer en temps réel l'état des deux espèces de calmars à l'aide de modèles d'appauvrissement des ressources et des recherches sont effectuées avant chaque saison des calmars. Si les objectifs de conservation ne sont pas atteints pour ce qui concerne *Illex* et *Loligo*, les pêcheries sont alors fermées plus tôt. Les espèces de poissons à nageoires sont surveillées quotidiennement et évaluées annuellement et les captures accidentelles sont limitées afin de ne pas appauvrir les stocks. En 2007, la pêcherie de légine australe des îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹ a fait l'objet d'une évaluation préalable en vue d'une certification du MSC. À la suite d'une interruption du processus, la pêcherie a été entièrement évaluée en août 2012. Le 2 avril 2014, le MSC a certifié que cette pêcherie était durable.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Le plan de gestion de la pêcherie du détroit de Béring/des îles Aléoutiennes et le plan de gestion de la pêcherie du Golfe d'Alaska contiennent encore des objectifs en matière de gestion afin de protéger l'intégrité du réseau alimentaire grâce à des limites imposées à l'exploitation des espèces fourragères, comme indiqué dans le rapport de la RdP4.

1.3.3. La Partie a-t-elle adopté des mesures de gestion ou de protection d'aires marines importantes pour les albatros et les pétrels ?

Argentine - Oui. En Argentine, il est interdit de pêcher dans de nombreuses zones, comme le préconisent des mesures de gestion des pêcheries qui s'appliquent à plusieurs espèces. Certaines de ces interdictions peuvent être modifiées au cours de l'année. La zone protégée de Burdwood Bank, par exemple, a été créée par la loi n° 26875. La profondeur de ce plateau sous-marin varie entre 50 et 200 m ; le plateau est entouré d'un tombant de plus de 3 000 m de profondeur. Cette zone protégée a été créée afin de préserver une zone extrêmement sensible du point de vue environnemental ; elle a pour objectif de protéger et de gérer durablement les fonds marins, de faciliter les recherches scientifiques basées sur l'application d'approches écosystémiques et d'atténuer les effets du réchauffement climatique. Les grands prédateurs situés au bout de la chaîne alimentaire, tels que l'albatros à sourcils noirs, l'albatros à tête grise, l'albatros hurleur et le pétrel géant, se nourrissent dans cette zone. Le zonage prévoit une zone centrale, une zone tampon et une zone de transition. La loi susmentionnée porte également création d'un Conseil administratif de gestion composé de plusieurs organismes gouvernementaux distincts.

Un plan de gestion de la réserve de la côte atlantique a été approuvé par le biais de la résolution SDSyA 1076/2011 dans la province de la Terre de Feu. Cette réserve est considérée comme le foyer des pétrels géants (*Macronectes giganteus*), étant donné que les adultes parcourent les eaux côtières de la réserve à la recherche de nourriture lors de la saison de reproduction et en dehors de celle-ci. Le zonage préliminaire du PIMCPA a progressé, comme indiqué au point 2.3.

Australie – La Proclamation de 2014 modifiant les mesures de conservation de la biodiversité et de protection de l'environnement (île Heard et îles McDonald) a modifié les limites de la réserve marine des îles Heard et McDonald, qui s'étend sur à peu près 65 000 km². Une zone supplémentaire d'environ 6 200 km² a été ajoutée à la réserve, au titre de sa grande valeur au plan de la conservation.

Brésil - Oui. La Reserva Biológica Marinha do Arvoredo - REBIO Arvoredo, située dans le sud du Brésil (État Santa Catarina), est une aire marine protégée où la pêche est interdite. Un programme de suivi des oiseaux marins a été mis en place pour évaluer le nombre d'albatros et de pétrels présents dans la réserve. D'autres aires marines protégées sont envisagées, de même que des mesures de conservation supplémentaires destinées aux aires marines protégées existantes.

Équateur - Oui. La protection de l'albatros des Galápagos est renforcée dans le parc national des Galápagos et dans le parc national Machalilla, où des programmes de suivi continu sont mis en place sur les sites de nidification.

Nouvelle-Zélande - Oui. De nouvelles réserves marines ont été créées autour des îles Antipodes, Bounty et Campbell. Ces îles sont des zones de reproduction importantes pour les espèces inscrites à l'ACAP.

Afrique du Sud - Oui. Déclaration de l'aire marine protégée des îles Prince Edward en 2013.

Royaume-Uni - Oui. Géorgie du Sud (Islas Georgias Del Sur)¹ - En février 2012, le GSGSSI (GIGSISS)¹ a annoncé la création d'une importante aire marine protégée (AMP) gérée de manière durable et qui englobe la zone maritime SGSSI (IGSISS)¹ située au nord du 60e parallèle. Cette désignation initiale a inscrit les mesures de protection existantes dans la législation et a porté création d'une AMP de 1,07 million de km². De vastes zones de non-pêche (catégorie UICN) ont été créées autour de l'île de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹, de Clerke Rocks, de Shag et Black Rocks et des îles Sandwich du Sud (South sandwich Islands/Islas Sandwich del Sur)¹, sur une surface de 20 431 km², afin d'éviter la concurrence entre les pêcheries et les oiseaux qui se nourrissent à terre. Après la création de l'aire marine protégée, un atelier scientifique a été organisé pour savoir si la protection de l'aire devait être renforcée et une série de mesures de protection spatio-temporelles supplémentaires ont été adoptées afin de mieux sauvegarder les prédateurs marins et terrestres. Les mesures de protection supplémentaires prévoient la fermeture saisonnière de la pêcherie de krill ainsi qu'une zone pélagique fermée (12 nm) autour des îles Sandwich (South sandwich Islands/Islas Sandwich del Sur)¹. La loi révisée sur les aires marines protégées est entrée en vigueur le 13 juin 2013.

Espagne - Oui. L'Espagne travaille à un décret ministériel visant à désigner 39 zones de protection spéciale (ZEPA en espagnol) des oiseaux marins dans les eaux territoriales espagnoles, parmi lesquelles 22 zones de protection du puffin des Baléares (extensions marines des colonies de nidification des oiseaux marins, zones de concentration maritimes et zones clés de migration).

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Dans le cadre du processus de planification pluri-institutionnel, un plan de gestion du Monument (PGM) national marin de la fosse des Mariannes est en cours d'élaboration. Le Service américain des pêches et de la faune et l'Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis collaborent à l'élaboration du PGM, conjointement avec le Secrétaire à la défense, la Garde côtière américaine et le gouvernement du Commonwealth des îles Mariannes septentrionales (<http://www.fws.gov/marianastrenchmarinemonument/planning.html>). La limite la plus septentrionale du Monument se trouve à environ 500 kilomètres d'un site de reproduction de l'albatros à queue courte récemment découvert, situé sur les îles japonaises d'Ogasawara.

1.4. Gestion des activités humaines

1.4.1. La Partie a-t-elle mené de nouvelles études d'impact environnemental relatives aux albatros et aux pétrels ?

Argentine - L'institut de recherche côtière et marine (CONICET) et l'université nationale de Mar del Plata évaluent les risques écologiques que posent les pêcheries chalutières et palangrières démersales qui opèrent près des surplombs et des fonds marins. Les premiers résultats de cette évaluation identifient les risques importants que des flottes

spécifiques font courir à des espèces spécifiques ainsi que les zones où surviennent ces risques. Il a été démontré que l'albatros à sourcils noirs et le pétrel à menton blanc sont les principales espèces d'oiseaux marins touchées par les activités de pêche.

Australie - Oui. Voir 1.2.7.

Nouvelle-Zélande - Oui. Voir 1.2.3. La hiérarchisation des activités du nouveau PAN-Oiseaux marins s'appuie sur une évaluation des risques que les pêcheries commerciales néo-zélandaises font courir aux oiseaux marins.

Afrique du Sud - Oui. Une étude d'impact environnemental a été menée avant la construction de la nouvelle base sur l'île Marion.

Royaume-Uni - Oui. Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - L'étude d'impact environnemental des phases II et III du projet d'éradication des rongeurs du Fonds du patrimoine de Géorgie du Sud¹ a fait l'objet d'un suivi par le GSGSSI (GIGSISS)¹. Le GSGSSI (GIGSISS)¹ a mené sa propre étude d'impact environnemental dans le cadre du programme d'éradication des rennes. Cette étude a été passée en revue par un groupe d'experts indépendants.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Le Bureau américain de gestion de l'énergie océanique (BOEM) a rédigé un rapport intitulé « Aerial Seabird and Marine Mammal Surveys off Northern California, Oregon, and Washington, 2011-2012 » (Relevés aériens des oiseaux et des mammifères marins au large de la Californie du Nord, de l'Oregon et de Washington, 2011-2012). Ce rapport fait le point sur les données passées et présentes qui concernent des événements impliquant des oiseaux marins. Ces données ont été collectées grâce à des relevés aériens et maritimes qui permettent d'évaluer et d'éviter les effets du développement d'énergie en haute mer le long de la côte occidentale des États-Unis. Le BOEM collabore avec le Bureau des études géologiques - Centre de recherche écologique occidental (USGS-WERC) afin de documenter les affinités des habitats et la répartition en mer de plusieurs espèces de pétrels qui nichent dans les principales îles hawaïennes et pour évaluer les risques que les projets d'énergie renouvelable en haute mer font courir aux oiseaux marins.

1.4.2. La Partie a-t-elle adopté de nouvelles mesures visant à limiter le déversement de produits polluants et de déchets marins ?

Argentine - Oui. Les résolutions du Comité pour la Protection de l'Environnement marin (CPEM) de l'Organisation maritime internationale (OMI) ont été adoptées et intégrées au cadre national technico-judiciaire en vertu de la Disposition 2/2012 du Conseil pour la protection de l'environnement de la Préfecture maritime argentine. Le Règlement maritime 1/2014 a été approuvé à la suite de l'adoption des réglementations relatives au déversement de déchets et autres matériaux dans les eaux nationales. Ce règlement a permis la création du Règlement maritime N 6-80, conformément aux directives approuvées lors des réunions consultatives des Parties contractantes à l'Accord de

Londres, dans sa version modifiée. Ce règlement fournit des règles d'évaluation des déversements en mer de déchets et autres matériaux.

Le Règlement maritime 4/2014 a été approuvé. Des directives relatives à la préparation d'avions de secours ont également été approuvées. Elles sont destinées :

- Aux entreprises responsables de systèmes de manutention à grande échelle de substances nocives et potentiellement dangereuses.
- Aux entreprises responsables des ports où transitent des produits dangereux et des substances nocives.
- Aux procédures à bord des navires en cas de contamination due au transport à grande échelle de substances nocives ou potentiellement dangereuses.

Brésil - Oui. Signataire de la convention MARPOL.

Chili - Oui. Le Chili est partie à la convention MARPOL et, à ce titre, s'efforce de mettre en œuvre les mesures contenues dans cette convention. Récemment, MARPOL a modifié ses annexes V et VI, modifications que le Chili s'emploie à mettre en œuvre. L'Annexe VI, relative à la pollution atmosphérique, a été modifiée, ce qui implique que tous les bateaux doivent utiliser l'énergie plus efficacement. Depuis 2013, les navires nationaux (notamment, navires de pêche), doivent se plier aux nouvelles règles. La modification apportée à l'Annexe V, relative à la pollution par les ordures des navires, stipule qu'aucun détritit ne peut être déversé en mer et que les navires doivent avoir accès à des conteneurs à déchets appropriés dans les ports. Ces conteneurs à déchets sont en cours d'installation dans les ports chiliens. La marine chilienne veille à l'observation des mesures MARPOL et elle dispose d'un processus lui permettant de certifier que les navires mettent en œuvre et adoptent des mesures conformes aux normes MARPOL. De plus, la marine contrôle de manière aléatoire des navires ciblés, à la recherche de preuves de non-conformité, et elle s'assure que ces navires possèdent la certification MARPOL et qu'ils respectent les obligations qui en découlent. Le droit de la navigation prévoit des sanctions en cas de non-conformité.

Nouvelle-Zélande - Oui. Le déversement de détritits en mer est considéré comme illégal depuis <http://www.maritimenz.govt.nz/Publications-and-forms/Safe-Clean-Seas/Issue-42-11.asp> janvier 2013, à la suite de la transposition dans la législation néo-zélandaise de l'Annexe V de MARPOL. L'interdiction de déverser des détritits concerne, mais sans s'y restreindre, des câbles, des engins de pêche, du bois d'arrimage, des plastiques, des huiles, du papier, du métal et du verre.

Afrique du Sud - Oui. Le déversement par les navires sud-africains est réglementé par MARPOL.

Royaume-Uni - Oui. Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - À la suite d'une consultation, le GSGSSI (GIGSISS)¹ est sur le point de mettre la touche finale à une loi relative à l'utilisation de fiouls lourds dans ses eaux territoriales.

1.4.3. La Partie a-t-elle adopté de nouvelles mesures destinées à réduire les perturbations occasionnées aux habitats terrestres et marins des albatros et des pétrels ?

Argentine - Oui. Voir les mesures détaillées aux points 3.1, 3.3 et 4.2.

Australie - Oui. Voir le point 1.3.1. prescription de débarquements sur l'île d'Albatros, en Tasmanie

Brésil - Oui. En plus de la protection qu'offre le PAN-Oiseaux marins, il existe d'autres lois qui assurent la protection des oiseaux marins, telles que la Liste officielle des espèces de faune brésiliennes en voie d'extinction, qui reprend six espèces d'albatros et deux espèces de pétrels inscrites à l'Annexe 1 de l'ACAP. Par ailleurs, la loi n° 9 605 / 1998 relative aux crimes environnementaux (Lei de Crimes Ambientais) instaure des sanctions en cas d'activités environnementales illégales portant préjudice à des espèces menacées telles que les albatros et les pétrels.

Nouvelle-Zélande - Oui. Voir section 1.3.2.

Afrique du Sud - Oui. Les îles Prince Edwards ont été découpées en zones et des permis sont nécessaires pour pénétrer dans les différentes zones. Les survols en hélicoptère sont limités à des couloirs spécifiques.

Royaume-Uni - Oui.

Îles de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹. Les plans de gestion des visites de sites sont actualisés et révisés le cas échéant. Chaque année, lors de la conférence annuelle de l'Association Internationale des Tours-Opérateurs en Antarctique (IAATO), le GSGSSI (GIGSISS)¹ s'adresse à ses membres afin de s'assurer que les chefs d'expédition disposent des toutes dernières informations concernant la gestion des visites et de limiter les perturbations occasionnées aux oiseaux nicheurs.

Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas)¹. Les perturbations occasionnées par les êtres humains (touristes) et les éléphants de mer dont fait les frais la population reproductrice de pétrels géants sur l'île des Lions de mer suscitent des inquiétudes. Le Groupe de gestion de l'île des Lions de mer envisage de se prêter à des travaux pratiques de gestion avant le début de la prochaine saison de reproduction (septembre 2014) afin d'éviter que la colonie ne disparaisse totalement.

1.5. Programmes de recherche

1.5.1. La Partie dispose-t-elle de programmes de recherche portant sur la conservation des albatros et des pétrels qui n'ont pas encore été mentionnés ?

Huit Parties et un État participant non partie ont fait état d'un nombre important de programmes de recherche qui n'ont pas été mentionnés dans le présent rapport. Pour de plus amples informations, consulter les rapports respectifs sur la mise en œuvre, regroupés sous l'appellation « documents d'information CC8 ».

1.5.2. D'autres institutions nationales (autorités ou centres de recherche) ou ONG sont-elles impliquées dans la conservation des albatros et des pétrels ?

Dix Parties et un État participant non partie ont fourni des informations sur les institutions nationales et les ONG impliquées dans la conservation des albatros et des pétrels. Pour

de plus amples informations, consulter les rapports respectifs sur la mise en œuvre, regroupés sous l'appellation « Documents d'information CC8 ».

1.6. Enseignement et sensibilisation du public

1.6.1. La Partie a-t-elle organisé des formations destinées à un public d'experts (p.ex. scientifiques, pêcheurs, etc.) ou lui a-t-elle fourni des informations ?

Dix Parties et un État participant non partie ont fourni des informations sur un nombre important de programmes de formation, d'ateliers et de matériel pédagogique destinés aux pêcheurs, aux représentants du secteur, aux observateurs, aux responsables des pêcheries et aux scientifiques. Pour de plus amples informations, consulter les rapports respectifs sur la mise en œuvre, regroupés sous l'appellation « Documents d'information CC8 ».

1.6.2. La Partie a-t-elle organisé des formations destinées au grand public ou lui a-t-elle fourni des informations ?

Dix Parties et un État participant non partie ont fourni des informations sur un nombre important de programmes de formation, de campagnes publiques, d'ateliers, de jeux et de matériel pédagogique destinés au grand public. Pour de plus amples informations, consulter les rapports respectifs sur la mise en œuvre, regroupés sous l'appellation « Documents d'information CC8 ».

1.7. Autres

La Partie doit-elle communiquer de nouvelles informations concernant les recherches menées sur les effets (ou l'atténuation des effets) du changement climatique sur les albatros et les pétrels ?

Argentine - Oui. Les données du projet « Trophic ecology of seabirds in Antarctica and Sub-Antarctic and its relation to climate change » (Écologie trophique des oiseaux marins en Antarctique et dans la zone subantarctique et son rapport avec le changement climatique) dirigé par le D^r Andrea Raya Rey du CADIC CONICET sont en cours d'analyse.

Chili - Un groupe interdisciplinaire est actuellement mis sur pied par le comité scientifique pour évaluer les effets du changement climatique.

Royaume-Uni - Oui. Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ - Le Natural Environment Research Council (NERC) du Royaume-Uni a financé un projet de trois ans et demi qui a débuté en janvier 2013 et qui a pour but d'examiner les effets des pêcheries et du changement climatique sur la démographie des albatros hurleurs, à tête grise et à sourcils noirs des îles de Géorgie du Sud (South Georgia/Islas Georgias del Sur)¹ qui sont menacés au niveau mondial.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Des modèles détaillés de l'élévation du niveau des mers et de l'inondation côtière des îles qui abritent les deux principales colonies d'albatros du

Pacifique nord sont décrits dans les travaux de Storlazzi et al. 2013. Storlazzi, C.D., Berkowitz, P., Reynolds, M.H., and Logan, J.B., 2013, Forecasting the impact of storm waves and sea-level rise on Midway Atoll and Laysan Island within the Papahānaumokuākea Marine National Monument—a comparison of passive versus dynamic inundation models: U.S. Geological Survey Open-File Report 2013–1069, 78 p. (Disponible à l'adresse suivante : <http://pubs.usgs.gov/of/2013/1069/>.)

1.8. Commentaires supplémentaires

Chili - Le Chili est un État partie à la CCAMLR et à l'ORGPPS, deux organisations régionales des pêches qui ont adopté des mesures d'atténuation des captures accidentelles d'oiseaux marins. Le Chili a appuyé l'adoption de ces mesures et mis en œuvre une législation nationale destinée à rendre ces mesures obligatoires sur les navires nationaux ; la législation prévoit des sanctions en cas de non-respect de ces mesures. Dans l'ORGPPS en particulier, qui n'est entrée en vigueur qu'en 2012, le Chili souhaite soutenir l'adoption de mesures destinées à éviter et à atténuer les captures d'oiseaux marins dans les zones maritimes du Pacifique Sud et, à ce titre, il sollicite l'assistance technique de l'ACAP.

Royaume-Uni - TRISTAN DA CUNHA La RSPB planche actuellement sur un projet maritime à Tristan da Cunha ayant pour objectif d'identifier les sites marins sensibles importants pour la biodiversité ou les pêcheries. Ce projet est financé par Darwin Plus et a été lancé en 2013. Il n'est pas directement lié aux travaux de l'ACAP, mais il pourrait déboucher sur la désignation d'aires marines protégées, ce qui aurait une incidence positive sur les espèces d'albatros et de pétrels qui se trouvent dans ces eaux.

ÉTAT NON PARTIE PARTICIPANT

États-Unis - Oui. Les États-Unis préparent un rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action national destiné à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins dans les pêcheries palangrières, qui doit être achevé à l'été 2014.

2. 2^e PARTIE - RAPPORT SUR LES POINTS DE LA SECTION 5.1 DU PLAN D'ACTION

2.1. Évaluation et examen du statut des populations d'albatros et de pétrels (point 5.1.a).

2.1.1. Statut de conservation actuel

Avec l'ajout du puffin des Baléares *Puffinus mauretanicus*, 30 espèces d'oiseaux de mer sont actuellement inscrites à l'Annexe 1 de l'Accord. Sur celles-ci, 20 (67%) espèces d'albatros sont classées comme étant en risque d'extinction, chiffre qui contraste nettement avec le taux global de 12 % pour les 9 799 espèces d'oiseaux du monde entier. Sur les 22 espèces d'albatros inscrites à l'ACAP, trois sont qualifiées de « En danger critique d'extinction », cinq de « En danger », sept de « Vulnérables » et sept de « Quasi menacées ». Pour ce qui est des huit espèces de pétrel, quatre sont qualifiées actuellement de « Vulnérables », une de « Quasi menacée » et deux de « Préoccupation mineure » (Tableau 1).

2.1.2. Changements de statut et de tendances depuis la RdP4

Depuis la RdP4 (2012), des changements sont intervenus dans le statut des espèces de l'ACAP à la suite de l'ajout du puffin des Baléares et d'études réalisées par BirdLife International, l'autorité de référence pour l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) [IUCN]. Ces espèces sont les albatros à sourcils noirs, à pieds noirs (qualifiés de « Quasi menacés »), et les albatros à tête grise (qualifiés de « En danger »).

2.1.3. État des connaissances relatives à la taille et aux tendances des populations

Depuis la RdP4, des progrès importants ont été accomplis concernant l'identification des tendances démographiques des espèces inscrites à l'ACAP pour les vingt dernières années (depuis le début des années 1990). Cette période reflète adéquatement la tendance de ces espèces à longue vie, dont certaines ne se reproduisent que tous les deux ans et dont le taux de reproduction peut varier fortement d'une année à l'autre.

Onze (37%) espèces inscrites à l'ACAP montrent actuellement des signes de déclin global de leur population. Dans le cas de trois espèces, la tendance des vingt dernières années n'est pas connue. Sept espèces semblent s'être maintenues à un niveau stable durant cette période, tandis que les populations de neuf autres espèces ont augmenté. La fiabilité de la tendance indiquée au Tableau 1 reflète à la fois la précision et l'étendue des données de populations.

Plusieurs évaluations d'espèces ont été élaborées pour décrire succinctement l'état des connaissances pour chaque espèce de l'ACAP. Celles-ci sont disponibles sur le site internet de l'ACAP dans les trois langues officielles de l'Accord.

Texte à compléter après GTSPC2.

Tableau 1. Résumé (2011) du statut des espèces d'albatros et pétrels inscrites à l'ACAP

IUCN Status 2014 ¹	Common name	Number of sites (ACAP) ²	Single Country Endemic	Annual breeding pairs (ACAP) ³	Population Trend 1993-2013 ⁴	Trend Confidence
CR	Amsterdam Albatross	1	France	30	↑	High
CR	Balearic Shearwater	5	Spain	3,193	↓	Medium
CR	Tristan Albatross	1	UK	1,699	↓	High
CR	Waved Albatross	1	Ecuador	9,615	↓	Low
EN	Atlantic yellow-nosed Albatross	6	UK	33,650	↔	Low
EN	Grey-headed Albatross	29		94,580	↓	Medium
EN	Indian yellow-nosed Albatross	6		39 320	↓	Medium
EN	Northern royal Albatross	5	NZ	5 832	?	-
EN	Sooty Albatross	15		13 674	↓	Very Low
VU	Antipodean Albatross	6	NZ	8 274	↓	Medium
VU	Black Petrel	2	NZ	881	↓	Medium
VU	Campbell Albatross	2	NZ	22 093	?	-
VU	Chatham Albatross	1	NZ	5 245	↔	Medium
VU	Salvin's Albatross	12	NZ	42.219	↔	Very Low
VU	Short-tailed Albatross	2		472	↑	High
VU	Southern royal Albatross	4	NZ	7 873	↔	Medium
VU	Spectacled Petrel	1	UK	14 400	↑	High
VU	Wandering Albatross	28		8 246	↓	High
VU	Westland Petrel	1	NZ	4 000	↔	Low
VU	White-chinned Petrel	73		1 057 930	↓	Very Low
NT	Black-browed Albatross	65		672 411	↑	High
NT	Black-footed Albatross	13		68 962	↑	High
NT	Buller's Albatross	10	NZ	29 948	↑	Low
NT	Grey Petrel	17		79 588	↓	Very Low
NT	Laysan Albatross	17		650 561	↔	High
NT	Light-mantled Albatross	71		13, 955?	↔	Low
NT	Shy Albatross	3	Australia	12 535	↑	Medium
NT	White-capped Albatross	5	NZ	74 870	?	-
LC	Northern giant Petrel	50		10 856	↑	Medium
LC	Southern giant Petrel	119		47 160	↑	Medium

¹ **IUCN Status:** CR = Critically Endangered, EN = Endangered, VU = Vulnerable, NT = Near Threatened, LC = Least Concern. IUCN 2014. IUCN Red List of Threatened Species. <www.iucnredlist.org>.

² **Site:** usually an entire, distinct island or islet, or section of a large island

³ ACAP database. <data.acap.aq>. April 2013.

⁴ **ACAP Trend:** ↑ increasing, ↓ declining, ↔ stable, ? unknown

2.2. Identification des sites de reproduction d'importance internationale (point 5.1.b)

La base de données de l'ACAP répertorie 194 sites accueillant plus d'1% de la population globale de chaque espèce inscrite à l'ACAP pour laquelle on connaît le nombre d'individus (ANNEXE 1). La plupart des espèces de l'ACAP se reproduisent sur relativement peu de sites ; pour 13 des 30 espèces, il n'existe que 1-3 sites qui contiennent des populations d'importance internationale (c'est-à-dire > 1% de la population mondiale).

Il convient de préciser que (i) il n'existe pas de données de recensement pour environ un tiers des sites de reproduction, en particulier ceux des puffins à menton blanc et des albatros fuligineux et (ii) certains chiffres sont peu fiables ou ont été recueillis il y a une décennie ou

davantage. Le comblement de ces lacunes et l'obtention d'estimations actualisées des populations doivent être considérés comme des tâches prioritaires. Il existe également quelques incohérences dans l'échelle à laquelle les sites de reproduction ont été définis par les Parties lorsque la base de données de l'ACAP a été établie, de grandes îles pouvant être inscrites comme site unique ou scindée en plusieurs parties.

2.3. Études de caractérisation de l'aire de recherche alimentaire, des voies de migration et des tendances des populations d'albatros et de pétrels (point 5.1.c)

Des progrès considérables ont été réalisés dans l'amélioration et le développement de la *Base de données mondiale de suivi des procellariiformes* de BirdLife International.

Les principales lacunes dans les données de suivi pour les albatros et les pétrels ont été identifiées et les Parties à l'ACAP sont invitées à communiquer de nouveaux ensembles de données dans le cadre du travail continu de l'Accord.

Les 30 évaluations d'espèces réalisées comprennent des cartes de répartition ainsi que des cartes montrant les données transmises par satellite et d'autres données de suivi concernant les oiseaux reproducteurs et non reproducteurs, lorsqu'elles sont disponibles. Ces cartes ont été préparées par BirdLife International sur la base des informations contenues dans la base de données mondiale de suivi des procellariiformes.

Texte à compléter après GTSPC2.

2.4. Identification et évaluation des menaces connues et présumées qui pèsent sur les albatros et les pétrels (prioritaire 5.1.d)

2.4.1. Menaces sur les sites de reproduction

L'ACAP a adopté un système de normalisation de la liste des menaces qui pèsent sur les sites de reproduction adapté à partir des critères établis à l'origine par l'UICN et le *Conservation Measures Partnership*. Chaque menace est évaluée en fonction de l'étendue [scope] (proportion de la population touchée) et de la gravité [severity] (intensité), facteurs qui, lorsqu'ils sont combinés, donnent une indication de l'ampleur de la menace. Ces facteurs prennent en compte, non seulement l'incidence actuelle, mais aussi l'incidence prévue pour les dix années à venir, à supposer que la situation et les tendances actuelles persistent. Une ventilation de la proportion des sites et de la population mondiale qui sont exposés à des menaces qui répondent à ces critères est donnée ci-dessous (Tableau 2). La plupart de ces menaces concernent des mammifères ou des maladies introduites et sont décrites dans la section 5.1h) ci-dessous. Le reste concerne des catastrophes naturelles.

Tableau 2. Pourcentage des sites et des populations touchées par des menaces terrestres - seules les espèces touchées sont mentionnées.

(need to update)

Species	No of sites	% sites - Natural disaster	% sites - Habitat loss or destruction by alien species	% sites - Increased competition with native species	% sites - Parasite or Pathogen	% sites - Predation by alien species	% population - Natural disaster	% population - Habitat loss or destruction by alien species	% population - Increased competition with native species	% population - Parasite or Pathogen	% population - Predation by alien species	% sites by Threat - all	% population by Threat - all
Antipodean albatross	6	0	0	0	0	16.7	0	0	0	0	1	16,7	1
Tristan albatross	1	0	0	0	0	100	0	0	0	0	100	100	100
Southern royal albatross	4	0	0	0	0	25	0	0	0	0	0	25	0
Wandering albatross	35	0	0	0	0	5,7	0	0	0	0	28,8	5,7	28,8
Southern Giant Petrel	136	0.7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,7	0
Short-tailed albatross	2	50	0	0	0	0	91.7	0	0	0	0	50	91.7
Laysan albatross	17	35.3	0	0	0	17.6	99.7	0	0	0	0.1	52.9	99.8
Waved albatross	3	0	0	0	33.3	0	0	0	0	99.9	0	33.3	99.9
Black-footed albatross	15	46.7	0	0	0	6.7	98.2	0	0	0	0	53.3	98.2
Sooty Albatross	15	0	0	0	6.7	6.7	0	0	0	3.3	12.1	13.3	15.4
Light-mantled Albatross	72	1.4	1.4	0	0	0	0	13.3	0	0	0	2.8	13.3
White-chinned Petrel	74	0	6.8	0	0	18.9	0	17.8	0	0	37.8	18.9	37.8
Grey petrel	17	0	17.6	0	0	35.3	0	4.6	0	0	27.9	35.3	27.9
Balearic Shearwater	5	0	0	0	0	100	0	0	0	0	100	100	100
Indian yellow-nosed albatross	6	0	0	0	16.7	0	0	0	0	68.7	0	16.7	68.7
Shy albatross	3	0	0	33.3	33.3	0	0	0	2.3	66.8	0	66.7	69.2
Grey-headed albatross	29	0	3.4	0	0	0	0	0.1	0	0	0	3.4	0.1
Black-browed albatross	65	1.5	1.5	0	0	0	0	0	0	0	0	3.1	0
White-capped albatross	5	0	0	0	0	20	0	0	0	0	5.6	20	5.6

Green <1%; Orange 1-33%; Red >33%

2.4.2. Menaces en mer

Les albatros et les pétrels sont exposés à de nombreuses menaces en mer, y compris l'ingestion de débris marins, notamment les hameçons rejetés avec les déchets de poisson, l'empêchement dans les engins de pêche perdus et d'autres débris marins, la contamination par les polluants et la surpêche des espèces-proies. Toutefois, les interactions directes avec les activités de pêche ont été identifiées par l'ACAP et d'autres intervenants comme étant une menace majeure responsable de déclin importants des populations à travers le monde. Toutes les espèces inscrites à l'ACAP sont exposées à cette menace. Depuis la RdP4, le Groupe de travail sur les captures accessoires d'oiseaux de mer s'est concentré essentiellement sur l'identification des meilleures pratiques en matière d'atténuation pour les engins de pêche industrielle, principalement la pêche palangrière démersale et pélagique, et la pêche chalutière. La collecte de données sur les captures accessoires des pêcheries, et l'engagement du dialogue avec les ORGP [RFMOs], en particulier les ORGP thonières, sont également des questions prioritaires.

Les données relatives au cadre de hiérarchisation des priorités pour les menaces en mer ont également été révisées depuis la RdP4. Ce cadre constitue une solide base de prise de décision pour fixer des objectifs, suivre et rendre compte des progrès accomplis en matière de mesures de conservation prioritaires pour les espèces inscrites à l'ACAP.

Texte à compléter après GTCA6.

2.5. Identification de méthodes permettant d'éviter ou d'atténuer ces menaces (point 5.1.e)

2.5.1. Menaces sur les sites de reproduction

Un nouveau document de meilleures pratiques intitulé « Lignes directrices pour le transfert d'albatros et de pétrels et de puffins nichant dans des terriers » a été finalisé depuis la RdP4. Le transfert d'albatros et de pétrels devrait être considéré comme un outil de conservation dans le cas où des populations peuvent être agrandies en ramenant des oiseaux sur des sites où ils ont précédemment vécu dans le cadre d'une réhabilitation écologique ou d'une colonisation assistée sur un nouveau site, lorsqu'un site accueillant des colonies existantes commence à être menacé. Deux autres ressources, les Lignes directrices en matière de [éradication](#) et les Lignes directrices en matière de [biosecurité](#) ont également été mises à jour.

2.5.2. Menaces en mer

Se fondant sur des examens des mesures d'atténuation élaborées pour les engins de pêche palangrière pélagique, palangrière démersale et chalutière, le GTCA a mis à jour son avis concernant les meilleures approches scientifiques actuelles à adopter pour atténuer les captures accessoires lors de l'utilisation de ces engins afin d'aider les ORGP et les Parties à l'ACAP à gérer la capture accessoire dans leurs pêcheries. L'[avis](#), qui comprend une description des mesures, des connaissances actuelles, de l'orientation à suivre pour la mise en œuvre et des besoins de recherche, est disponible sur le site internet de l'ACAP et peut être transmis aux gestionnaires de pêcheries concernés. Les ORGP et les Parties sont

invitées à utiliser ces outils pour orienter l'élaboration de politique et de pratiques dans les pêcheries relevant de leur juridiction.

2.6. Examen et mise à jour des données sur la mortalité des albatros et des pétrels dans les pêcheries (point 5.1.f)

Un système en ligne de communication des rapports a été élaboré pour obtenir et utiliser les données relatives aux pêcheries et aux captures accessoires des Parties et des États de l'aire de répartition partenaires. Actuellement, les données concernent la pêche ou la flottille de pêche dans leur ensemble, soit une résolution temporelle et spatiale trop imprécise pour permettre d'évaluer correctement les niveaux et les tendances de capture accessoire d'oiseaux de mer. Les données relatives aux pêcheries et à la capture accessoire soumises par les Parties sont incomplètes pour de nombreuses pêcheries, ce qui rend impossible toute évaluation, même superficielle, des niveaux et des tendances de capture accessoire des espèces inscrites à l'ACAP. Une stratification spatio-temporelle des données a été recommandée (par ex. présenter les efforts en matière de capture et de pêche à l'échelle 5x5 degrés par case pour chaque trimestre) afin de fournir des estimations plus précises et plus utiles du nombre d'oiseaux de mer tués chaque année.

L'Annexe 2 synthétise les données relatives à la capture accessoire pour l'année disponible la plus récente fournies par les Parties et les États de l'aire de répartition partenaires.

Texte à compléter après GTCA6.

2.7. Examen des données sur la répartition et la saisonnalité de l'effort de pêche qui touchent les albatros et pétrels (point 5.1.g)

Voir le point 2.6 ci-dessus et l'Annexe 2.

Texte à compléter après GTCA6.

2.8. Études du statut, sur les sites de reproduction, des animaux, plantes et organismes pathogènes introduits qui sont connus pour être, ou sont présumés être nuisibles aux albatros et aux pétrels (point 5.1.h)

La prédation et la destruction des habitats dues à l'introduction de mammifères constituent bien plus souvent une menace pour les sites de reproduction des espèces de l'ACAP que d'autres processus. Les mammifères nuisant le plus aux sites de reproduction (combinaisons site-espèce) sont les chats haret *Felis catus*, les rats noirs *Rattus rattus* et les rats bruns *R. norvegicus*, par prédation, et le renne *Rangifer tarandus*, qui détruit les habitats (Tableau 3). Toutes les autres menaces ne touchent que quelques sites, même si elles se sont révélées graves dans certains cas (Moyenne ou Élevée selon les critères de menace convenus) et comprennent le choléra aviaire sur l'île Amsterdam (Tableau 4). Les espèces les plus touchées sur la plupart des sites de reproduction étaient le puffin à menton blanc nichant en terrier *P. aequinoctialis*, et le puffin des Baléares *Puffinus mauretanicus*, principalement victimes de prédation et de destruction de leur habitat par des mammifères introduits. À la suite de l'interprétation des tableaux et des conclusions ci-dessous, il convient de noter que: (1) les menaces répertoriées sont celles étant documentées et connues ou susceptibles

d'engendrer le déclin d'une population en moins de dix ans; (2) les valeurs reprises dans les tableaux indiquent le nombre de sites de reproduction, soit une combinaison site-espèce. Par exemple, deux espèces se reproduisant dans la même zone représentent deux sites de reproduction; (3) si la plupart des îles sont répertoriées comme constituant un seul site, quelques unes d'entre elles ont été subdivisées en sites distincts, et (4) aucune tentative visant à évaluer le nombre d'oiseaux ou le pourcentage global de population sur chaque site n'a été entreprise.

Tableau 3. Nombre de sites de reproduction d'espèces de l'ACAP touchés par des menaces d'ampleur différente (de « Faible » à « Très élevée »)

Nature of Threat	Threat subcategory	Threat Species	Number of breeding sites affected:				
			Low	Medium	High	Very High	All
Contamination	Toxins - man made	-	1				1
Habitat loss or destruction	Habitat destruction by alien species	Reindeer	6				6
	Increased competition with native species	Australasian gannet			1		1
	Vegetation encroachment		3				3
Human disturbance	Military action			2			2
	Recreation/tourism		1	2			3
Light pollution	Collision injury or grounding		3				3
Parasite or pathogen	Pathogen	Avian pox virus	1				1
		Avian cholera.	1	1			2
Predation by alien species	Predation by alien species	Dog		1			1
		Cat	12	2	2		16
		Pig	4				4
		House mouse	1	1			2
		Polynesian rat	1				1
		Norwegian rat	7				7
		Black (ship) rat	13				13
Stress by alien species	Nest desertion	Black (ship) rat			1		1
All			54	9	4	0	67

Tableau 4. Sites de reproduction d'espèces de l'ACAP touchés par des menaces d'ampleur « Moyenne » ou « Élevée »

Nature of Threat	Threat subcategory	Threat Species	Breeding sites affected:	
			Medium	High
Habitat loss or destruction	Increased competition with native species	Australasian gannet		Pedra Branca - Shy albatross
Human disturbance	Military action		Kaula – Laysan albatross Kaula – Black-footed albatross	
	Recreation/tourism		Ibiza – Balearic shearwater Isla de la Plata – Waved albatross	

Nature of Threat	Threat subcategory	Threat Species	Breeding sites affected:	
			Medium	High
Parasite or pathogen	Pathogen	Avian cholera	Falaise d'Entrecasteaux (Amsterdam) - Indian yellow-nosed albatross	
Predation by alien species	Predation by alien species	Dog	O'ahu – Laysan albatross	
		Cat	Isla Guadalupe – Laysan albatross O'ahu – Laysan albatross	Formentera – Balearic shearwater Menorca – Balearic shearwater
		House mouse	Gough Island – Tristan albatross	
Stress by alien species	Nest desertion	Black (ship) rat		Isla de la Plata – Waved albatross

Il y a eu trois éradications sur des îles entières depuis la RdP4 (Annexe 3). L'éradication de lapins, de souris et rats noirs a été confirmée sur l'île Macquarie en avril 2014. Des plans de faisabilité ont également été établis pour un certain nombre d'autres sites, et dans certains cas, la planification est bien avancée et les éradications sont prévues pour les prochaines années (Annexe 3).

Depuis la RdP4, une mise à jour de l'examen des parasites, pathogènes et maladies qui affectent les espèces inscrites à l'ACAP a également été effectuée.

2.9. Examens de la nature, de la couverture et de l'efficacité des dispositifs de protection des albatros et des pétrels (point 5.1.i)

Toutes les espèces sont désormais protégées dans toutes les juridictions par des plans de gestion, ainsi que par des PAN pour la capture accessoire accidentelle, des Plans de réduction des menaces, des stratégies de conservation, des Plans d'action de conservation, des Plans de rétablissement et des Plans de gestion de site. Toutefois, les Parties devront fournir des avis sur l'efficacité de ces mesures de protection avant la RdP4.

2.10. Examens de recherches récentes et en cours sur les albatros et les pétrels concernant leur statut de conservation (point 5.1.j)

Voir le point 1.5 ci-dessus et les documents pertinents déposés au GTCA6 et au GTSPC2.

Cet examen est permanent dans tous les groupes de travail et le Secrétariat, qui produisent des évaluations d'espèce, des plans d'action et des lignes directrices pour les meilleures pratiques. À ce jour, les documents suivants ont été établis :

- Lignes directrices de biosécurité et de quarantaine pour les sites de reproduction de l'ACAP
- Lignes directrices sur le recensement pour aider à élaborer et à mettre en œuvre des plans de recensement des espèces inscrites à l'ACAP
- Lignes directrices pour l'éradication de mammifères introduits des sites de reproduction d'oiseaux de mer inscrits à l'ACAP

- 30 évaluations d'espèce

Le Secrétariat entretient une base de données de références bibliographiques relatives à la littérature pertinente qui appuie la compilation et la mise à jour de ces documents.

2.11. Liste des autorités, centres de recherche, scientifiques et organisations non gouvernementales qui s'occupent des albatros et des pétrels (point 5.1.k)

Le site Web de l'ACAP donne une liste complète de liens vers différents centres, institutions, organisations et sites qui s'occupent des albatros et des pétrels.

2.12. Répertoire des lois concernant les albatros et les pétrels (point 5.1.l)

La base de données de l'ACAP contient désormais des informations sur la législation relative aux espèces inscrites à l'Annexe 1 et à leurs sites de reproduction.

2.13. Examens des programmes de sensibilisation et d'information visant à la conservation des albatros et des pétrels (point 5.1.m)

Dans leurs rapports, les Parties ont signalé divers programmes en cours, notamment d'information, de formation et de sensibilisation. La collaboration entre les organismes publics et les ONG était évidente dans la plupart des cas. Les principales cibles étaient les programmes d'observateurs (formation pour l'identification des espèces et des protocoles d'observation), les pêcheurs et le grand public. Voir les détails de ces programmes dans la section 1.6 plus haut.

2.14. Examen de la taxonomie actuelle relative aux albatros et aux pétrels (point 5.1.n)

Le groupe de travail sur la taxonomie (GTT) a recommandé de n'opérer aucune modification dans l'approche taxonomique actuelle de l'ACAP.

2.15. Lacunes d'information identifiées dans le cadre des examens énumérés ci-dessus, en vue d'aborder ces lacunes à titre prioritaire, à une date ultérieure (point 5.2)

À mettre à jour après le GTCA6 et le GTSPC2.

Les lacunes suivantes dans les informations communiquées ont été identifiées :

- Il n'existe pas de données de recensement pour environ un tiers des sites de reproduction et certains chiffres sont peu fiables ou ont été recueillis il y a une décennie ou davantage.
- Des lacunes dans les données de suivi pour les albatros et les pétrels ont été identifiées et les Parties à l'ACAP sont invitées à communiquer de nouveaux ensembles de données dans le cadre du travail continu de l'Accord.
- Rareté des informations sur la mortalité des oiseaux de mer dans un grand nombre de pêcheries...

- Manque de compréhension de l'ampleur et de la dynamique de la mortalité des oiseaux de mer dans les pêcheries artisanales...

ANNEXE 1

Sites ZAI [IBA] où la population dépasse 1, 2, 5 et 10% du total mondial pour cette espèce.

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
Antarctic	Elephant Island	<i>Macronectes giganteus</i>	Elephant Island	845	1972	Y	N	N	N
Antarctic	Palmer Archipelago	<i>Macronectes giganteus</i>	Anvers Island	582	1987 2010 1999	Y	N	N	N
Antarctic	South Orkney Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Laurie Island	624	2006 2011	Y	N	N	N
Antarctic	South Orkney Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Powell Island	613	1983	Y	N	N	N
Antarctic	South Orkney Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Signy Island	1093	1985	Y	Y	N	N
Antarctic	South Shetland Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	King George Island	1728	1967 2014 1985 1999 1990	Y	Y	N	N
Antarctic	South Shetland Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Nelson Island	877	2014 1994 1985 2010	Y	N	N	N
Antarctic	South Shetland Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Penguin Island	634	2000	Y	N	N	N
Argentina	Isla de los Estados	<i>Macronectes giganteus</i>	Isla Observatorio	500	2004	Y	N	N	N
Argentina	North Patagonia	<i>Macronectes giganteus</i>	Isla Gran Robredo	1700	2005	Y	Y	N	N
Australia	Heard and McDonald Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Heard Island	3500	2004	Y	Y	Y	N
Australia	Heard and McDonald Islands	<i>Phoebetria palpebrata</i>	Heard Island	350	1954	Y	Y	N	N
Australia	Macquarie Island	<i>Macronectes giganteus</i>	Macquarie Island	1788	2014	Y	Y	N	N
Australia	Macquarie Island	<i>Macronectes halli</i>	Macquarie Island	1487	2014	Y	Y	Y	Y
Australia	Macquarie Island	<i>Phoebetria palpebrata</i>	Macquarie Island	2136	2014	Y	Y	Y	Y
Australia	Tasmania	<i>Thalassarche cauta</i>	Albatross Island (AU)	4552	2014	Y	Y	Y	Y
Australia	Tasmania	<i>Thalassarche cauta</i>	Pedra Branca	159	2014	Y	Y	N	N
Australia	Tasmania	<i>Thalassarche cauta</i>	The Mewstone	2100	2014	Y	Y	Y	Y
Chile	Diego de Almagro	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Diego de Almagro	15594	2002	Y	Y	N	N
Chile	Isla Noir	<i>Macronectes giganteus</i>	Isla Noir	1000	2005	Y	Y	N	N
Chile	Islas Diego Ramirez	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Isla Bartolome	10880	2003	Y	Y	Y	Y
Chile	Islas Diego Ramirez	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Bartolome	43928	2003	Y	Y	Y	N
Chile	Islas Diego Ramirez	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Isla Gonzalo	4413	2012	Y	Y	N	N
Chile	Islas Diego Ramirez	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Gonzalo	8706	2012	Y	N	N	N

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
Chile	Islas Ildefonso	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Grande	32640	2012	Y	Y	N	N
Chile	Islas Ildefonso	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Norte	14059	2013	Y	Y	N	N
Chile	Islas Ildefonso	<i>Thalassarche melanophris</i>	Isla Sur	6912	2013	Y	N	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Barren Island	1504	2005	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Beauchene Island	105777	2011	Y	Y	Y	Y
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Bird Island (Falklands/Malvinas)	15719	2011	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	George	602	2005	Y	N	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Golden Knob (Elephant Cays)	1019	2005	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Governor (Beaver)	723	2005	Y	N	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Grand Jason	762	2005	Y	N	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Grand Jason	89489	2011	Y	Y	Y	Y
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	New Island	13343	2011	Y	N	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	North Island	26812	2011	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Penn (Beaver)	1543	2005	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Sandy Cay (Elephant Cays)	10936	2005	Y	Y	Y	Y
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Saunders Island	16722	2011	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Steeple Jason	1841	2012	Y	Y	N	N
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Steeple Jason	183135	2011	Y	Y	Y	Y

¹ « Il existe un différend entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté des Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas), de la Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud (South Georgia and South Sandwich Islands/Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur) et des zones marines environnantes ».

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
Disputed	Falkland Islands (Islas Malvinas) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	West Point Island	16495	2011	Y	Y	N	N
Disputed	Senkaku Retto of southern Ryukyu Islands	<i>Phoebastria albatrus</i>	Minami-kojima	52	2002	Y	Y	Y	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Diomedea exulans</i>	Albatross Island (SGSSI (IGSISS))	144	2014	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Diomedea exulans</i>	Annenkov Island	193	2004	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Annenkov Island	9398	2004	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Barff	543	1987	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Barff	119594	2007	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Diomedea exulans</i>	Bird Island (SGSSI (IGSISS))	859	2014	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Bird Island (SGSSI (IGSISS))	521	1996	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes halli</i>	Bird Island (SGSSI (IGSISS))	2062	1996	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Bird Island (SGSSI (IGSISS))	5120	2004	Y	Y	Y	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Bird Island (SGSSI (IGSISS))	8264	2004	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Cooper Island	10606	2004	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Hall Island	2686	2004	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Main Island	5177	2004	Y	Y	Y	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Main Island	14559	2004	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Diomedea exulans</i>	Northwest	114	2004	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Northwest	703	1987	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes halli</i>	Northwest	516	1981	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Northwest	146545	2007	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes halli</i>	Nunez	324	1987	Y	Y	N	N

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Nunez	193838	2007	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Paryadin Peninsula north	6721	2004	Y	Y	Y	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Paryadin Peninsula south	22058	2004	Y	Y	Y	Y
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes halli</i>	Saddle Island	192	1987	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Salisbury	16365	2007	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Sorn & Bernt coast	1625	2004	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	South Coast	574	1987	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Macronectes halli</i>	South Coast	165	1987	Y	N	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Southeast	43355	2007	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Stromness and Cumberland	64361	2007	Y	Y	Y	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Trinity Island	3309	2004	Y	Y	N	N
Disputed	South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	<i>Thalassarche melanophris</i>	Trinity Island	13960	2004	Y	Y	N	N
Disputed	South Sandwich Islands (Islas Sandwich del Sur) ¹	<i>Macronectes giganteus</i>	Candlemas Island	1818	2011	Y	Y	N	N
Ecuador	Galapagos	<i>Phoebastria irrorata</i>	Isla Espanola	9607	2001	Y	Y	Y	Y
France	Amsterdam and St Paul	<i>Thalassarche carteri</i>	Falaise d'Entrecasteaux	27000	2006	Y	Y	Y	Y
France	Amsterdam and St Paul	<i>Phoebastria fusca</i>	Ile Amsterdam	394	2012	Y	Y	N	N
France	Amsterdam and St Paul	<i>Diomedea amsterdamensis</i>	Plateau des tourbieres	31	2013	Y	Y	Y	Y
France	Crozet	<i>Diomedea exulans</i>	Ile aux Cochons	1060	1981	Y	Y	Y	Y
France	Crozet	<i>Macronectes giganteus</i>	Ile aux Cochons	575	1982	Y	N	N	N
France	Crozet	<i>Macronectes halli</i>	Ile aux Cochons	275	1976	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Phoebastria fusca</i>	Ile aux Cochons	450	1976	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Diomedea exulans</i>	Ile de la Possession	371	2014	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Macronectes halli</i>	Ile de la Possession	474	2014	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Ile de la Possession	1019	2014	Y	Y	Y	N

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
France	Crozet	<i>Diomedea exulans</i>	Ile de l'Est	329	1982	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Macronectes halli</i>	Ile de l'Est	190	1981	Y	N	N	N
France	Crozet	<i>Phoebastria fusca</i>	Ile de l'Est	1300	1984	Y	Y	Y	Y
France	Crozet	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Ile de l'Est	900	1984	Y	Y	Y	N
France	Crozet	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Ile de l'Est	33144.5	2004	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Procellaria cinerea</i>	Ile de l'Est	5500	1982	Y	Y	Y	N
France	Crozet	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Ile de l'Est	3750	1982	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Diomedea exulans</i>	Ile des Apotres	120	1982	Y	N	N	N
France	Crozet	<i>Macronectes halli</i>	Ile des Apotres	150	1981	Y	N	N	N
France	Crozet	<i>Thalassarche carteri</i>	Ile des Apotres	1230	1984	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Macronectes halli</i>	Ile des Pingouins	165	1981	Y	N	N	N
France	Crozet	<i>Phoebastria fusca</i>	Ile des Pingouins	250	1984	Y	Y	N	N
France	Crozet	<i>Thalassarche carteri</i>	Ile des Pingouins	5800	1984	Y	Y	Y	Y
France	Crozet	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Ile des Pingouins	2000	1982	Y	Y	N	N
France	Kerguelen	<i>Macronectes halli</i>	Baie Larose	125	1987	Y	N	N	N
France	Kerguelen	<i>Diomedea exulans</i>	Courbet Peninsula	356	2014	Y	Y	N	N
France	Kerguelen	<i>Macronectes halli</i>	Courbet Peninsula	750	1987	Y	Y	Y	N
France	Kerguelen	<i>Macronectes halli</i>	Golfe du Morbihan	150	1987	Y	N	N	N
France	Kerguelen	<i>Procellaria cinerea</i>	Golfe du Morbihan	3400	2006	Y	Y	N	N
France	Kerguelen	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Iles Nuageuses	7860	1985	Y	Y	Y	N
France	Kerguelen	<i>Diomedea exulans</i>	Rallier du Baty Peninsula	750	1987	Y	Y	Y	N
France	Kerguelen	<i>Macronectes halli</i>	Rallier du Baty Peninsula	550	1987	Y	Y	Y	N
Japan	Izu Shoto	<i>Phoebastria albatrus</i>	Torishima	609	2014	Y	Y	Y	Y
Japan	Izu Shoto	<i>Phoebastria nigripes</i>	Torishima	2060	2013	Y	Y	N	N
Japan	Ogasawara (Bonin) Islands	<i>Phoebastria nigripes</i>	Nakodojima	967	2006	Y	N	N	N
New Zealand	Antipodes Islands	<i>Diomedea antipodensis</i>	Antipodes Island	3320	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Antipodes Islands	<i>Macronectes halli</i>	Antipodes Island	233	2001	Y	Y	N	N
New Zealand	Antipodes Islands	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Antipodes Island	250	1995	Y	N	N	N
New Zealand	Antipodes Islands	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Antipodes Island	58725	2011	Y	Y	Y	N

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
New Zealand	Antipodes Islands	<i>Procellaria cinerea</i>	Antipodes Island	48960	2010	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Auckland Islands	<i>Diomedea antipodensis</i>	Adams Island	3277	2009	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Auckland Islands	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Adams Island	5000	1973	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Auckland Islands	<i>Diomedea antipodensis</i>	Auckland Island	72	1997	Y	N	N	N
New Zealand	Auckland Islands	<i>Thalassarche steadi</i>	Auckland Island	5592	2013	Y	Y	Y	N
New Zealand	Auckland Islands	<i>Diomedea antipodensis</i>	Disappointment Island	352	1997	Y	Y	Y	N
New Zealand	Auckland Islands	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Disappointment Island	100000	1988	Y	Y	Y	N
New Zealand	Auckland Islands	<i>Thalassarche steadi</i>	Disappointment Island	94727	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Depot Island	13737	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Funnel Island	5182	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Molly Cap	3258	2013	Y	Y	Y	N
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Penguin Island (NZ)	1044	2013	Y	Y	N	N
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Proclamation Island	4880	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Ruatara Island	5012	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Spider Island	3446	2013	Y	Y	Y	N
New Zealand	Bounty Islands	<i>Thalassarche salvini</i>	Tunnel Island	3435	2013	Y	Y	Y	N
New Zealand	Campbell Islands	<i>Diomedea epomophora</i>	Campbell Island	7855	2008	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Campbell Islands	<i>Macronectes halli</i>	Campbell Island	234	1997	Y	Y	N	N
New Zealand	Campbell Islands	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Campbell Island	1600	1996	Y	Y	Y	N
New Zealand	Campbell Islands	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Campbell Island	8611	2012	Y	Y	Y	N
New Zealand	Campbell Islands	<i>Thalassarche impavida</i>	Campbell Island	21648	2012	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Chatham Island	<i>Diomedea sanfordi</i>	The Big Sister	1893	2010	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Chatham Island	<i>Macronectes halli</i>	The Big Sister	336	1976	Y	Y	N	N
New Zealand	Chatham Island	<i>Thalassarche bulleri</i>	The Big Sister	1500	1971	Y	Y	Y	N
New Zealand	Chatham Island	<i>Diomedea sanfordi</i>	The Forty-fours	2692	2010	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Chatham Island	<i>Macronectes halli</i>	The Forty-fours	1000	2005	Y	Y	Y	N
New Zealand	Chatham Island	<i>Thalassarche bulleri</i>	The Forty-fours	14185	2010	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Chatham Island	<i>Diomedea sanfordi</i>	The Little (Middle) Sister	1159	2010	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Chatham Island	<i>Thalassarche bulleri</i>	The Little (Middle) Sister	650	1996	Y	Y	N	N
New Zealand	Chatham Island	<i>Thalassarche eremita</i>	The Pyramid	5245	2011	Y	Y	Y	Y

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
New Zealand	New Zealand	<i>Procellaria parkinsoni</i>	Great Barrier Island	1477	2013	Y	Y	Y	Y
New Zealand	New Zealand	<i>Procellaria parkinsoni</i>	Little Barrier Island	100	1998	Y	Y	Y	N
New Zealand	New Zealand	<i>Procellaria westlandica</i>	Punakaiki	2827	2011	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Solander Islands	<i>Thalassarche bulleri</i>	Great Solander Island	4579	2002	Y	Y	Y	Y
New Zealand	Solander Islands	<i>Thalassarche bulleri</i>	Little Solander Island	333	2002	Y	N	N	N
New Zealand	The Snares	<i>Thalassarche bulleri</i>	Broughton Island	518	1997	Y	N	N	N
New Zealand	The Snares	<i>Thalassarche bulleri</i>	North-East Island	7898	2002	Y	Y	Y	Y
New Zealand	The Snares	<i>Thalassarche salvini</i>	Toru Islet	829	2011	Y	Y	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Diomedea exulans</i>	Marion Island	2050	2014	Y	Y	Y	Y
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Marion Island	1583	2014	Y	Y	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Macronectes halli</i>	Marion Island	443	2014	Y	Y	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Phoebetria fusca</i>	Marion Island	1469	2014	Y	Y	Y	Y
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Phoebetria palpebrata</i>	Marion Island	316	2014	Y	N	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Marion Island	24000	2009	Y	Y	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Marion Island	8807	2014	Y	Y	Y	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Diomedea exulans</i>	Prince Edward Island	1800	2009	Y	Y	Y	Y
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Macronectes giganteus</i>	Prince Edward Island	723	2009	Y	N	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Macronectes halli</i>	Prince Edward Island	180	1991	Y	N	N	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Phoebetria fusca</i>	Prince Edward Island	1210	2009	Y	Y	Y	N
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Thalassarche carteri</i>	Prince Edward Island	5234	2009	Y	Y	Y	Y
South Africa	Prince Edward Islands	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Prince Edward Island	1506	2009	Y	N	N	N
Spain	Balearic Archipelago	<i>Puffinus mauretanicus</i>	Cabrera	449	2008	Y	Y	Y	Y
Spain	Balearic Archipelago	<i>Puffinus mauretanicus</i>	Formentera	745	2012	Y	Y	Y	Y
Spain	Balearic Archipelago	<i>Puffinus mauretanicus</i>	Ibiza	685	2013	Y	Y	Y	Y
Spain	Balearic Archipelago	<i>Puffinus mauretanicus</i>	Mallorca	900	2009	Y	Y	Y	Y
Spain	Balearic Archipelago	<i>Puffinus mauretanicus</i>	Menorca	405	2009	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Gough	<i>Diomedea dabbenena</i>	Gough Island	1650	2014	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Gough	<i>Phoebetria fusca</i>	Gough Island	3750	2011	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Gough	<i>Procellaria cinerea</i>	Gough Island	17500	2001	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Gough	<i>Thalassarche chlororhynchos</i>	Gough Island	5300	2011	Y	Y	Y	Y

Jurisdiction	Island Group	Species	site	pairs	When	1 %	2 %	5 %	10 %
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Phoebastria fusca</i>	Inaccessible Island	501	2000	Y	Y	N	N
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Procellaria conspicillata</i>	Inaccessible Island	14400	2010	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Thalassarche chlororhynchos</i>	Inaccessible Island	1100	1983	Y	Y	N	N
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Phoebastria fusca</i>	Nightingale	150	1974	Y	N	N	N
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Thalassarche chlororhynchos</i>	Nightingale	4000	2007	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Phoebastria fusca</i>	Tristan da Cunha	2500	1974	Y	Y	Y	Y
United Kingdom	Tristan da Cunha	<i>Thalassarche chlororhynchos</i>	Tristan da Cunha	23000	1974	Y	Y	Y	Y
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	French Frigate Shoals	4944	2011	Y	Y	Y	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria immutabilis</i>	Kure Atoll	24366	2014	Y	Y	N	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	Kure Atoll	2854	2014	Y	Y	N	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria immutabilis</i>	Laysan Island	134835	2012	Y	Y	Y	Y
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	Laysan Island	24565	2012	Y	Y	Y	Y
USA	Hawaii	<i>Phoebastria immutabilis</i>	Lisianski Island	26500	1982	Y	Y	N	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	Lisianski Island	2126	2006	Y	Y	N	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria immutabilis</i>	Midway Atoll	412776	2014	Y	Y	Y	Y
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	Midway Atoll	22525	2014	Y	Y	Y	Y
USA	Hawaii	<i>Phoebastria immutabilis</i>	Pearl and Hermes Reef	6900	2003	Y	N	N	N
USA	Hawaii	<i>Phoebastria nigripes</i>	Pearl and Hermes Reef	6116	2003	Y	Y	Y	N

ANNEXE 2. Données sur les captures accessoires pour la année dernière de pêche disponible, tel que communiqué par les Parties.

Pêcherie		Année	Effort annuel	Unité d'effort	% observé	Taux de captures access. observées	Unité de de captures access. observées (oiseaux/)	Total d'oiseau capturés (annuel)	estimé/ observé	Albatros capturés	Pétrels ACAP capturés
Argentina	Congeladores - Merluza de Cola, Polaca y Merluza Negra	2012				0.0949	sets hauled	13	Observed	11	0
	Congeladores - <i>Merluza hubbsi</i>	2010				0.2105	sets hauled	36	Observed	31	2
	Congeladores - Palangreros	2012				0.065	1000 hooks	15	Observed	15	0
	Congeladores - Tangoneros	2012				0.0059	sets hauled	10	Observed	1	0
	Costeros - Flota Amarilla de Rawson	2012				0.0232	sets hauled	15	Observed	0	0
	Costeros - Pelagicas - Red De Media Agua	2012				1	1000 hooks	18	Observed	2	0
	Fresqueros Altura - <i>Merluza hubbsi</i>	2012				0.0401	sets hauled	14	Observed	6	0
Australia	Eastern Tuna and Billfish	2013	6 756 421	hooks set	6.3	0	1000 hooks	0	Observed	0	0
	Gillnet, Hook & Trap - longline sector	2013	4 893 667	hooks set	13.1	0.0687	1000 hooks	44	Observed	3	9
	Great Australian Bight Trawl Sector	2013	4 391	tows	0	-	tows	0	Observed	-	-
	Heard Island & McDonald Islands - Longline	2013	6 729 650	hooks set	100	0.0001	1000 hooks	1	Observed	0	0
	Heard Island and McDonald Islands - Trawl	2013	708	tows	100	0.0028	tows	2	Observed	1	0
	Macquarie Island - Longline	2013	1 327 410	hooks set	100	0	1000 hooks	0	Observed	0	0
	Macquarie Island - Trawl	2013	174	tows	100	0	tows	0	Observed	0	0
	South-East Trawl including Victorian Inshore Trawl	2013	22 607	tows	3.4	0.0618	tows	47	Reported caught (by fisher/other)	15	0
Brazil	Western Tuna and Billfish	2013	609 995	hooks set	0	-	1000 hooks	0	Observed	-	-
	Monkfish gillnet	2012	256	hauls	-	0.0039	Netting fishing observed (each c. 45 m)	210	Observed	0	0
	Pelagic Longline Fishery - Industrial fleet	2013	4 127 780	hooks set (reported from logbooks)	-	2.8119	1000 hooks	21	Observed	19	2
	Pelagic Longline Fishery - Foreign-owned fishing boats rented by Brazilian fishing enterprises	2011	3 481 796	observed hooks (estimated by avg. no. hooks and no. of observed sets)	-			623	Estimated from observer	198	143

	Pêcherie	Année	Effort annuel	Unité d'effort	% observé	Taux de captures access. observées	Unité de de captures access. observées (oiseaux/)	Total d'oiseau capturés (annuel)	estimé/ observé	Albatros capturés	Pétrels ACAP capturés
Canada	Commercial Pacific Halibut fishery (west coast of Canada)	2009	5 854	sets/tows	10.8	0.1889	set/tow	119		11	0
	Commercial Pacific Salmon gillnet fishery	2010	76 960	sets (estimated by avg. no. sets and no. of boats)	1.4	0.0567	set hauled	63		0	0
	Commercial Rockfish (west coast)	2009	4 749	sets/tows	10.3	0.191	set/tow	93		0	0
Chile	Pesquería de arrastre fabrica merluza del sur (<i>Merluccius australis</i>) y congrio dorado (<i>Genypterus blacodes</i>)	2013	2 964	horas de arrastre		1.2154	horas observadas	294	Estimated from observer	281	3
	Pesquería de arrastre fabrica Surimero	2013	1514.3	horas de arrastre		0.1961	horas de arrastre	1	Estimated from observer	1	0
	Pesquería de arrastre hielero de merluza del sur y congrio dorado	2013	2836.8	horas de arrastre		0.6504	horas de arrastre	16	Estimated from observer	11	4
	Gillnets Swordfish Fishery	2013	316	trips with caught		0	trips	0	Estimated from observer	-	-
	Pelagic longline	2013	409 275	hooks set	43.1	0.0057	1000 hooks	1	Estimated from observer	1	0
	Pelagic longline	2013	531 618	hooks	65.6	0.0086	1000 hooks	-	Estimated from observer	2	1
	Pesquería merluza del sur (<i>Merluccius australis</i>), flota palangre industrial.	2013	7 812 059	hooks	1.2	0.0218	1000 hooks	2	Estimated from observer	0	0
	Tootfish's fishery, Bacalao de profundidad Industrial	2013	16 802 703	hooks set	2.6	0.0163	1000 hooks	0	Estimated from observer	4	0
Ecuador	Artisanal demersal longline fishery in Santa Rosa	2010	79	vessel days fishing	-	1.5	trip	27	Observed	19	8
France	Pêcherie palangrière À la Legine Australe	2012						220	Estimated from extrapolation controleur _ calendrier CCAMLR	-	-

Pêcherie		Année	Effort annuel	Unité d'effort	% observé	Taux de captures access. observées	Unité de de captures access. observées (oiseaux/)	Total d'oiseau capturés (annuel)	estimé/ observé	Albatros capturés	Pétrels ACAP capturés
New Zealand	Deepwater trawl	2013	1 983	tows	9	0.0112	tows	2	Observed	1	0
	Demersal longline	2013	10 667	sets	1.2	0.016	sets hauled	2	Observed	0	0
	Inshore trawl	2013	37 188	tows	0.6	0.0047	tows	1	Observed	1	0
	Middle depth trawl	2013	20 945	tows	34.3	0.0805	tows	578	Observed	176	251
	Pelagic longline	2013	2 427	sets	9.6	0.1159	sets hauled	27	Observed	26	1
	Pelagic trawl	2013	2 056	tows	93.9	0.0275	tows	53	Observed	14	25
Peru	Cerco : Pesca industrial de cerco para anchoveta	2010						33	Estimated from observer	0	0
South Africa	Demersal Trawl OFFSHORE	2010	27 232	sets/tows	1	-	sets/tows	990	birds detected during audit scaled to total fishing effort	-	-
	Patagonian Toothfish Longline	2013	2 027 220	hooks	52.4	0.0011	1000 hooks	12	Observed	2	10
	Tuna / Swordfish Longline (South African vessels only)	2010				0.012	1000 hooks	19	Observed	8	1
	Tuna Longline Fishery - Joint Venture Vessels only	2013	3 155 156	hooks set	100	0.0697	1000 hooks	220	Observed	4	218
Spain	Pesquería dirigida a especies demersales y pelágicas en zonas ICES (VI, VII, VIII y IX)	2009	796	observed sets				1	Observed	-	-
	Palangre de superficie dirigido a pez espada (WCPFC)	2011	51 530	observed hooks				2	Observed	2	0
	Palangre de superficie dirigido a pez espada en océano Índico (IOTC)	2013	180 921	observed hooks				13	Observed	13	0
	Palangre De Superficie Pacífico (IATTC)	2013	132 304	observed hooks				0	Observed	-	-
	Pesquería de Palangre de fondo en el océano Antártico (CCAMLR)	2013	894 411	hooks				0	Observed	-	-
	Pesquería de arrastre de gran altura en Atlántico Sudoeste (ATSW-MALVINAS)	2013	987	observed sets				0	Observed	-	-

Pêcherie		Année	Effort annuel	Unité d'effort	% observé	Taux de captures access. observées	Unité de de captures access. observées (oiseaux/)	Total d'oiseau capturés (annuel)	estimé/ observé	Albatros capturés	Pétrels ACAP capturés
United Kingdom	Bluenose/Bluefish (<i>Hyperoglyphe antarctica</i>) - Tristan da Cunha	2008	219 634	hooks set	35.6	0.5109	1000 hooks	40	Observed	0	0
	Demersal longline fishery for Patagonian toothfish (<i>Dissostichus eleginoides</i>) - Falkland Islands [Islas Malvinas] ¹	2012	2 104 836	hooks hauled	4.1	0	1000 hooks	0	Observed	-	-
	Demersal longline fishery for Patagonian toothfish - South Georgia [Islas Georgias del Sur] ¹	2013	10 377 303	hooks set	32.6	0.0003	1000 hooks	1	Observed	0	1
	Finfish demersal trawl fishery - Falkland Islands [Islas Malvinas] ¹	2012	3 505	vessel days fishing	2.9	0.3137	fishing days	32	Observed	29	3
	Finfish pelagic trawl fishery - Falkland Islands [Islas Malvinas] ¹	2012	3	vessel days fishing	100	0	fishing days	0	Observed	-	-
	<i>Illex argentinus</i> jig fishery - Falkland Islands [Islas Malvinas] ¹	2012	7 634	vessel days fishing	1.1	0	fishing days	0	Observed	-	-
	<i>Loligo gahi</i> demersal trawl fishery - Falkland Islands [Islas Malvinas] ¹	2012	1 956	vessel days fishing	2.1	0	fishing days	0	Observed	-	-
	Trawl fishery for Antarctic krill (South Georgia [Islas Georgias del Sur]) ¹	2013	138	vessel days fishing	56.5	0	fishing days	0	Observed	-	-
	Trawl fishery targeting Icefish (<i>Champsocephalus gunnari</i>) in CCAMLR 48.3 (South Georgia [Islas Georgias del Sur]) ¹	2013	153	tows	100	0.0131	tows	2	Observed	0	2
Uruguay	Palangre pelagico	2007						403		343	60
USA	Alaska demersal longline	2013						3352	Estimated from observer and landings data	386	0
	Alaska Demersal Groundfish Trawl	2013						464	Estimated from observer and landings data	0	0
	At-Sea Hake Trawl (Motherships & Catcher Processors; U.S. West Coast)	2009	1 872	hauls				0	Observed	0	0

Pêcherie		Année	Effort annuel	Unité d'effort	% observé	Taux de captures access. observées	Unité de de captures access. observées (oiseaux/)	Total d'oiseau capturés (annuel)	estimé/ observé	Albatros capturés	Pétrels ACAP capturés
	Limited Entry Sablefish-endorsed Fixed Gear (U.S. West Coast)	2008	1 681	landings of target species (mt)				26	Observed	27	0
USA	Open Access Fixed Gear (U.S. West Coast)	2007	582	landings of target species (mt)				1	Observed	1	0
	Pacific halibut (Alaska)	2013						50	Estimated from observer and landings data	50	0
	Hawaii-based Pelagic Longline, Deep Set	2013				0.0114	1000 hooks	106	Observed	98	0
	Hawaii-based Pelagic Longline, Shallow Set	2013	1 000 084	hooks set	100	0.076	1000 hooks	76	Observed	74	0

¹ « Il existe un différend entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté des Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas), de la Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud (South Georgia and South Sandwich Islands/Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur) et des zones marines environnantes.

ANNEXE 3. Îles où des vertébrés introduits sont présents actuellement, ont été éradiquées depuis 2004, ou dont l'éradication est prévue (Y) [oui] ou non (N), avec l'année prévue pour l'éradication entre parenthèses. Cellules vides = espèces étrangères non présentes.

Île	Juridiction	Bétail	Chèvre	Cervidé	Mouton	Renne	Lièvre européen	Lapin à queue de coton	Lapin	Cochon	Opossum à queue en brosse	Chien	Chat	Common genet	Hermine	Furet	Rat polynésien	Rat brun (surmulot)	Rat noir	Unspecified rats	Souris commune
Isla de los Estados	Argentina		N	N														N			
Isla Observatorio	Argentina								N									N	N		
Macquarie Island	Australia								2014				2002						2014		2014
Barren	Disputed				N																
Bleaker Island	Disputed												2001					Y			
Burnt Islet	Disputed	N																			
Carcass	Disputed	N			N																
Dyke (Weddell)	Disputed	N			N													N			
East Falkland ¹	Disputed	N			N		N		N				N								N
George Island	Disputed	N			N																N
Governor	Disputed																	2008			
Harcourt Island	Disputed																	Y			
Keppel Island	Disputed												2007					N			
Lively Island	Disputed	N			N																
New Island	Disputed							N					N						N		N
Pebble Island	Disputed	N			N				N				N					N			
Penn	Disputed																	N			

¹ « Il existe un différend entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté des Îles Falkland (Falkland Islands/Islas Malvinas), de la Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud (South Georgia and South Sandwich Islands/Islas Georgias del Sur e Islas Sandwich del Sur) et des zones marines environnantes.

Île	Juridiction	Bétail	Chèvre	Cervidé	Mouton	Renne	Lièvre européen	Lapin à queue de coton	Lapin	Cochon	Opossum à queue en brosse	Chien	Chat	Common genet	Hermine	Furet	Rat polynésien	Rat brun (surmulot)	Rat noir	Unspecified rats	Souris commune
Saddle Island	Disputed																	Y (2011)			
Saunders Island	Disputed	N			N		N						N					N			
Sea Lion	Disputed	2004			2009																
South Georgia (Islas Georgias del Sur) ¹	Disputed					Y												Y (partial 2011)			Y
Speedwell Island	Disputed	N			N																
Steeple Jason	Disputed																				N
Swan Island	Disputed				N													N			
West (Cape Orford)	Disputed																	N			
West Falkland ¹	Disputed				N		N		N				N								N
West Point Island	Disputed				N													N			N
Isla de La Plata	Ecuador												2009								
Amsterdam	France	2010											N					N			
Howe Island	France								N												
Ile aux Cochons	France								N				N								
Ile de la Possession	France																		N		
Ile de l'Est	France								N												
Kerguelen (Grande Terre)	France					N			N				N						N		
Anejima	Japan																	N			
Anijima	Japan																		Y (2010)		
Imotojima	Japan																	N			
Magojima	Japan																			N	
Mukojima	Japan		2002																Y (2010)		
Nakodojima	Japan																		N		
Torishima	Japan																		N		
Isla Guadalupe	Mexico		2010									2007	N								

Île	Juridiction	Bétail	Chèvre	Cervidé	Mouton	Renne	Lièvre européen	Lapin à queue de coton	Lapin	Cochon	Opossum à queue en brosse	Chien	Chat	Common genet	Hermine	Furet	Rat polynésien	Rat brun (surmulot)	Rat noir	Unspecified rats	Souris commune
Antipodes Island	New Zealand																				N
Auckland Island	New Zealand									N			N								N
Great Barrier Island	New Zealand									N		N	N				N		N		
Little Barrier Island	New Zealand																2004				
South Island	New Zealand	N	N								N	N	N		N	N		N			
Marion Island	South Africa																				N
Cabrera	Spain		N						N			N	Y	N					N		N
Formentera	Spain		N						N				N					N	N		N
Gough Island	United Kingdom																				Y
Inaccessible Island	United Kingdom		N																		
Tristan da Cunha	United Kingdom	N			N														N		N